

Paris, le 04 DEC. 2019

Madame, Monsieur,

J'ai le plaisir de vous informer que le prochain Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole se tiendra le :

12 décembre 2019 à 15 heures,

103 avenue de France,

Salle Phenix,

75013 Paris

(métro ligne 14 - station : Bibliothèque François Mitterrand - Sortie n° 4)

L'ordre du jour est le suivant :

Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation Velib'

1. Approbation du procès-verbal (Régie Velib') de la séance du 19 septembre 2019
2. Délibérations : Avis requis sur :
 - Le protocole transactionnel avec Smovengo
 - Les modifications des contributions 2019
 - La décision modificative n°2 du Budget Annexe 2019 Régie Velib'
 - Les contributions 2020
 - Le Budget annexe de la régie autonome Velib' primitif 2020

Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole

1. Approbation du procès-verbal (Autolib' et Velib' socle commun) de la séance du 6 novembre 2019
2. Délibérations :
 - Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo
 - Durée et méthodes d'amortissement
 - Modifications des contributions 2019
 - Décision modificative n°2 du Budget Annexe 2019 Régie Velib'
 - Décision Modificative n°1 du Budget Principal 2019 Autolib' et Velib' Métropole
 - Contributions 2020
 - Budget annexe de la régie autonome Velib' primitif 2020
 - Budget principal Autolib' et Velib' Métropole primitif 2020
 - Retrait de la commune de Bailleu du Syndicat
 - Modification du nombre de vice-présidents et de membres du Bureau
 - Participation du Syndicat à la protection sociale complémentaire des agents
 - Modification du tableau des emplois et des effectifs
 - Recours à l'apprentissage

Points divers : Informations à date du service public Velib' et sur Autolib'

Dans l'attente de vous rencontrer, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



La Présidente

Catherine Baratti-Elbaz

Maire du 12^e arrondissement

**Procès-Verbal du Comité syndical
intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib'**
Séance du 19 septembre 2019

Le dix-neuf septembre deux mille dix-neuf, à 10 heures, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib', dûment convoqué le onze septembre 2019, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 108

Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice : 2

Nombre de délégués présents ou représentés : 60 (dont 21 pouvoirs)

Nombre de personnalité qualifiée extérieure présente : 0

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Bruno Tuder (Bagneux), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Samuel Besnard (Cachan), M. Pascal Turano (Charenton-le-Pont), M. Jean-Paul Martinerie (Chatenay-Malabry), M. Jackie Boulay (Châtillon), M. Serge Kehyayan (Clamart), M. Bernard Accart (Courbevoie), M. Xavier Caron (Enghien-les-Bains), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Mme Cécile Boucher (Le Kremlin-Bicêtre), M. Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance), M. Éric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois), M. Alain Guetrot (Saint-Maurice), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Mahrouf Bounegta (Villejuif), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Bernard Roche (GPSO), M. Yann Wehring (Région IDF) ;

Suppléants avec voix délibératives :

M. Marc Frot (Le Plessis-Tréville), M. Patrice Marchal (Nanterre), M. Patrick Leroy (Rungis), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud), Mme Michèle Duchêne (Villeneuve-La-Garenne), M. Jean-Pierre Barnaud (MGP) ;

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Jean-François Monino (Aubervilliers) donne pouvoir à M. Philippe Lebeau, M. Henri Vincent (Bois-Colombes) donne pouvoir à M. Eric Schindler, M. Hervé Hemonet (Colombes) donne pouvoir à Mme Geneviève Gaillabaud, M. Bruno Hélin (Créteil) donne pouvoir M. Samuel Besnard, M. Jean-Luc Millard (Drancy) donne pouvoir à M. Xavier Caron, M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses) donne pouvoir à M. Serge Kehyayan, M. Boutaiëb Kaddani (Joinville-le-Pont) donne pouvoir à Mme Marie-France Parrain, M. Jacques Godard (Le Bourget) donne pouvoir à M. Jean-Jacques Pasternak, Mme Anna Angeli (Le Pré-Saint-Gervais) donne pouvoir à M. Jean-Michel Arberet, Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret) donne pouvoir à M. Jean-

Pierre Boyer, M. Christophe Najdovski (Paris) donne pouvoir à Mme Catherine Baratti-Elbaz, M. Jean-Marie Ballet (Puteaux) donne pouvoir à M. Bernard Accart, Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville) donne pouvoir à Mme Catherine Pilon, Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) donne pouvoir à M. Patrice Pattée, M. Christian Page (Saclay) donne pouvoir à M. Jean-Paul Mordefroid, Mme Pascale Trimbach (Saint-Mandé) donne pouvoir à M. Pascal Turano, M. Gauthier Mouglin (GPSO) à Mme Christine Bruneau, Mme Aline de Marcillac (GPSO) à Marie-José Rambeau, M. Jean-Marc Szmargd (GPSO) donne pouvoir à M. Bernard Roche, Mme Isabelle Debré (Département 92) donne pouvoir à M. Jackie Boulay, M. Daniel Guiraud (MGP) donne pouvoir à M. Christophe Bernier.

Excusés :

Mme Perrine Precetti (Antony), M. Philippe Pierre (Argenteuil), M. Alain Loppinet (Bailly), M. Yves Menel (Garches), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Philippe Brillault (Le Chesnay-Rocquencourt), M. Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), M. Christophe Boissiere (Vincennes), M. Hervé Fleury (Versailles), Mme Geneviève LaFerrere (Personnalité qualifiée extérieure).

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Hugues Celier, Directeur des services techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Régie Velib'**) de la séance du 24 mai 2019
2. Délibérations :
 - Avis sur la décision modificative n°1 du budget annexe 2019 de la Régie Velib'
 - Avis sur la modification de la délibération 2017-117 (Possibilités d'offres promotionnelles)

La Présidente a ouvert la séance à 10 heures 15 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Thierry-Michel Isoard est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (**Régie Velib'**) de la séance du 24 mai 2019

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires.

En l'absence d'intervention, le *procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 24 mai 2019 est adopté à l'unanimité.*

2 - Délibérations

- Avis sur la décision modificative n°1 du budget annexe 2019 de la Régie Velib' (VM 2019 07)

La Présidente présente la première Décision modificative (DM) au budget de la régie annexe Velib' en 2019. Celle-ci concerne la mise en œuvre de certaines annonces : le nouveau loyer du Syndicat à la suite du déménagement et l'écart avec le budget primitif 2019 de la Régie Velib' dû aux les pénalités et aux recettes usagées. Elle donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) explique que cette DM est technique. Elle comporte des modifications à la fois en section de fonctionnement et en section d'investissement, en dépenses et en recettes.

En dépenses, elle explique l'évolution de la manière suivante :

- Une baisse de la dépense liée aux loyers à la suite du déménagement du Syndicat vers des locaux plus petits dans un autre quartier, soit une économie de 64 000 € ;
- Une augmentation de la section d'investissement pour des travaux liés au déménagement de 30 000 € ;
- Un poste de dépense pour les impôts sur la société de 35 000 € ;
- Quelques modifications mineures d'annulation de titres.

En recette, elle indique que deux grandes modifications sont effectuées et cite :

- Le fonctionnement du service public Velib' Métropole n'a pas été celui escompté en début d'année avec un contexte complexe même si aujourd'hui les difficultés semblent passées : cela entraîne une diminution de 3 millions d'euros des recettes usagers attendues ;
- Des pénalités seront imputées à hauteur de 3 millions d'euros au prestataire.

Elle termine en indiquant que cette décision modificative ne modifie pas l'équilibre général du budget de la Régie Velib' du Syndicat.

La Présidente précise qu'un effort significatif a été fait sur les frais de fonctionnement avec le respect de l'engagement pris pour la baisse du loyer du siège. Les travaux d'aménagements en investissement concernent l'arrivée des agents dans ces nouveaux. À ce stade, les modifications du budget annexe sont sans effet sur le reste à charge des villes adhérentes à Velib' Métropole tel que prévu dans le budget initial. Une réévaluation de ce reste à charge pourra être effectué lors du prochain Comité syndical. Cette DM permet de rééquilibrer le budget Velib' en attendant d'avoir une vision plus définitive sur les recettes usagers.

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires.

M. Boujemaa El Kasmi (Bondy) s'étonne que dans la structure budgétaire, la ligne d'impôt sur les sociétés n'était pas prévue et que celle-ci nécessite une DM malgré les provisions demandées aux collectivités.

La Présidente donne la parole à M. Florent Texier.

M. Florent Texier (Directeur des finances) indique qu'aucune provision n'a été effectuée sur le budget annexe de la régie Velib'. Le compte administratif 2018 a constaté un excédent et le Syndicat doit dès lors s'acquitter de l'impôt sur la société. Lors de l'exécution budgétaire, plusieurs informations arrivent tardivement et il n'est pas possible d'ajuster les contributions des adhérents en toute fin d'année. L'excédent est alors repris lors du budget primitif (BP) suivant : ce sont des sommes qui n'ont pas besoin d'être appelées.

En l'absence d'autre intervention, **La Présidente** soumet la délibération à l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation.

Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE UNANIME, sur la décision modificative n°1 du budget annexe 2019 régie Velib' arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	6135	64 000 €			
63	6358		36 500 €		
65	65888		10 €		
67	673		1 990 €		
023	023		25 500 €		
70	70688			3 000 000 €	
77	7711				3 000 000 €
TOTAL		64 000 €	64 000 €	3 000 000 €	3 000 000 €

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
021	021				25 500 €
21	2181		25 500 €		
TOTAL			25 500 €		25 500 €

- Avis sur la modification de la délibération 2017-117 (Possibilités d'offres promotionnelles) (VM 2019 08)

La Présidente indique que cette délibération concerne les offres promotionnelles Velib' Métropole. Ces options tarifaires n'ont pas été prévus lors du vote original des tarifs Velib' Métropole et, maintenant que le service fonctionne, il est nécessaire d'effectuer des campagnes promotionnelles. On retrouve trois dispositifs :

- La modification temporaire des périodes de gratuité et d'usage du service ;
- La distribution exceptionnelle de crédits d'usage ;
- Les dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariat.

Ces trois propositions nouvelles ne modifient en rien la grille tarifaire. Il s'agit aujourd'hui de mesures ponctuelles et limitées permettant de faire découvrir le service à des usagers qui ne l'ont pas encore testé ou qui restent sur une mauvaise impression. Elle donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) explique que la délibération encadre ces mesures promotionnelles et un compte rendu sera effectué régulièrement dans le cadre des Comités sur les mesures prises et leurs effets.

La Présidente donne la parole aux membres du Comité syndical.

En l'absence d'autre intervention, **La Présidente** soumet la délibération à l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation.

Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE UNANIME sur la modification de l'article 6 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 qui est complété par le texte suivant :

Article 1 : L'article 6 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 est complété par le texte suivant :

« Modification temporaire des périodes de gratuité d'usage du service

Au maximum six fois par année calendaire, le Syndicat Autolib' Velib' Métropole (SAVM), en tant que pouvoir adjudicateur du service Velib', peut accorder, à son initiative ou sur proposition du titulaire du marché, jusqu'à 60 minutes d'usage gratuit additionnel pour toutes les nouvelles souscriptions à un type d'abonnement en particulier (V-Libre, V-Plus ou V-Max, quel que soit le tarif) ou tous indistinctement.

Ces crédits d'usage promotionnels ont une durée de validité n'excédant pas 30 jours suivant la souscription du nouvel abonnement. Ils doivent être consommés par le nouvel usager dans ce laps de temps sans quoi ils sont définitivement perdus.

Distribution exceptionnelle de crédits d'usages

Dans le cadre d'opérations ponctuelles jusqu'à six fois par an, le SAVM peut accorder, à son initiative ou sur proposition du titulaire du marché, jusqu'à 60 minutes de crédit d'usage gratuit à tous les abonnés à un type d'abonnement ou tous indistinctement.

Ces crédits d'usage ont une durée de validité n'excédant pas 30 jours. Ils doivent être consommés par les usagers qui en bénéficient dans ce laps de temps sans quoi ils sont définitivement perdus.

Les crédits d'usage accordés dans le cadre de périodes promotionnelles sont consommés par les usagers dans les mêmes conditions que les minutes bonus accordées dans le cadre du fonctionnement normal du service, conformément à la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 par tranche de 30 minutes indivisibles indistinctement sur un Velib' mécanique ou à assistance électrique. Ils sont cumulables avec les minutes bonus acquises auparavant par les usagers dont l'abonnement offre cette possibilité et sont consommés en priorité sur les minutes bonus acquises auparavant dans le cadre du fonctionnement normal du service.

Pour chaque campagne promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre, les conditions et la durée d'application.

Dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariats

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, un partenaire, lié par contrat commercial avec le titulaire du marché pourra prendre en charge de 1 € à 100 % du prix d'un abonnement, du prix d'un Pass courte durée et/ou des crédits d'usage, via un code promotionnel.

Ce code promotionnel serait distribué à des usagers dont la souscription à l'abonnement ou au Pass courte durée et/ ou les consommations d'usage seraient ainsi tout ou partie prise en charge par le partenaire.

Les modalités sont définies par ordre de service pour préciser notamment la durée, le volume, l'abonnement concerné, la durée de validité du code. »

La Présidente indique que le Syndicat est ouvert aux propositions de ses membres concernant les offres réalisables afin de promouvoir le service Velib' Métropole sur leur territoire.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 10h27.

Le Secrétaire de séance

La Présidente,

Thierry-Michel Isoard

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

DÉLIBÉRATION VM 2019 09

Avis sur l'Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Séance du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA, et remplacé par la Société dédiée Smovengo, par l'avenant n°1 en date du 31 juillet 2017.

Dans le cadre de ce marché, les délais impartis à la Société Smovengo pour la mise en service des prestations prévues à la partie forfaitaire avec notamment 1 050 stations étaient les suivants :

- Au 1^{er} janvier 2018 : la mise en service du dispositif et son ouverture au public, avec *a minima* 50 % du nombre de stations prévues au forfait, soit 525 vélos-stations;
- Au 1^{er} avril 2018 : la mise en service de l'ensemble des stations.

Par Ordre de Service n°3 en date du 29 juin 2017, le Syndicat a commandé 350 stations supplémentaires hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires (BPU) qui devaient être mises en service dans les mêmes conditions que celles prévues au forfait.

Au vu des importantes difficultés rencontrées sur la qualité du service Velib' en 2018, le Syndicat et la Société Smovengo sont convenus en janvier 2019 d'un règlement amiable, global et définitif de leur différend par un protocole transactionnel tenant compte des retards constatés dans l'ouverture des stations, des effets d'un plan d'urgence initié en cours d'année et des difficultés techniques rencontrées par Smovengo dans le déploiement comme de la qualité des prestations en phase d'admission partielle du service global.

Lors de l'exécution de ce marché sur l'année 2019, il a été constaté, d'une part, des retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et, d'autre part, des dysfonctionnements significatifs du système dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib'.

Ces retards et manquements ont été actés dans les procès-verbaux rédigés lors des opérations mensuelles de vérifications des prestations du marché tout au long de l'année 2019.

L'examen de la qualité de service a également fait l'objet de procès-verbaux du Syndicat rédigés sur la base de l'examen mensuel du respect des critères de performance prévus au marché.

En conséquence de ces retards et manquements dans l'exécution des prestations attendues, conformément à l'Annexe 1 au programme fonctionnel définitif – clauses administratives, le Syndicat a notifié à la Société Smovengo les pénalités prévues contractuellement.

Ainsi, afin de sanctionner l'exécution partielle des prestations constatée et le non-respect des critères de performance et de qualité de service lors des opérations de vérification, quatre décomptes provisoires de pénalités d'un million d'euros chacun ont été notifiés au titulaire du marché, la société Smovengo pour la période allant du 1^{er} avril au 31 août 2019.

Afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant à cette période, le Syndicat a émis quatre titres exécutoires.

Les décomptes de pénalités 10 et 11 correspondants respectivement à la période du 1^{er} juin au 30 juin 2019 et à la période du 1^{er} juillet au 31 août 2019 ont été contestés par la société Smovengo par un courrier en réclamation en date du 13 novembre 2019. Le Syndicat n'a pas fait droit à cette réclamation par un courrier en date du 3 décembre 2019.

La société Smovengo a également introduit une requête devant le tribunal administratif de Paris tendant à contester le titre de recettes par le comptable public afférent au décompte de pénalités n°10 correspondant à la période du mois de juin 2019.

Conformément aux possibilités offertes en matière de marché public, la Société Smovengo a transmis à compter de mars 2019 au Syndicat une demande d'acompte mensuel au titre du forfait et du BPU correspondant au douzième des montants prévus annuellement au marché.

Le Syndicat a refusé de régler ces montants d'acompte au regard du service fait et des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel versé à un niveau inférieur à ces demandes.

Sur la base des prestations exécutées, la Société Smovengo a déposé des réclamation-contestations des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars à juillet 2019.

Chaque mois concerné, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché.

Compte tenu de ces importants différends, du souhait partagé d'éviter des contentieux longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir comme en 2018 à un accord sur l'année 2019, le Syndicat et Smovengo se sont rapprochés et sont convenus d'un règlement amiable, global et définitif.

Le Syndicat et la Société Smovengo se sont accordés :

- sur les montants dus au titre du forfait du marché et des stations commandées au bordereau des prix unitaires (BPU),
- sur le montant des pénalités applicables à la Société Smovengo au titre des dysfonctionnements constatés et des conséquences des retards pris dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU,

- sur le montant du forfait du marché public pour l'année 2019 à payer par le Syndicat.

Le présent protocole transactionnel en précise les dispositions par lequel le Syndicat et la société Smovengo consentent mutuellement à :

- Renoncer à toute instance et action réciproque en cours et ultérieure entre elles concernant l'objet du présent protocole ;
- Fixer le montant du forfait du marché pour l'année 2019 à la somme de 30 593 060,06 euros hors taxes et hors indexation, soit 32 092 120 euros HT après indexation (indice révision 1,049), et d'ajuster en conséquence, par avenant, le montant global du marché à prix forfaitaire tel que fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement ; le montant du forfait restant inchangé pour les autres années d'exécution du marché à 31 880 000 euros hors taxes et hors indexation ;
- Fixer le montant à payer par le Syndicat au titre de la commande au bordereau des prix unitaires, par l'ordre de service n° 3 en date du 29 juin 2017, de 350 stations hors Paris et de 10 850 points d'accroches à la somme de 7 334 148,90 euros hors taxe et hors indexation, soit 7 693 522,20 euros HT après indexation (indice révision 1,049) ;
- Fixer le montant des pénalités appliquées en 2019 à la Société Smovengo, prévues à l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif Clauses administratives, tous motifs confondus, notamment au titre des dysfonctionnement constatés et des retards dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU pour les commandes émises jusqu'au 30 juin 2017, à la somme globale et forfaitaire de 4 000 000 euros hors taxes, tenant compte des opérations de vérifications effectuées et des procès-verbaux des critères de performance établis en 2019 ;
- Ajuster le montant global du marché public par voie d'avenant conclu par les parties en présence ;

La Société Smovengo par courrier en date du 4 décembre 2019 a fait état de son accord sur les termes de ce projet de protocole.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

DÉLIBÉRATION VM 2019 09

Avis sur l'Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Séance du 12 décembre 2019

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu le marché n° VM201701-1 notifié par le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole le 9 mai 2017 au groupement SMOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service, et ses cinq avenants ;

Vu les articles 2044 et suivants du Code Civil,

Considérant le montant dudit marché pour la partie forfaitaire fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement, modifié par l'avenant n°5, ce qui correspond annuellement à un montant de 31 880 000 euros HT hors révision de prix,

Considérant l'Ordre de Service n° 3 du 29 juin 2017 portant commande de 350 stations hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires et les délais impartis pour la mise en place de l'ensemble des stations,

Considérant les importantes difficultés rencontrées sur la qualité du service Velib' en 2018 et le protocole transactionnel de janvier 2019 constatant le règlement amiable, global et définitif du différend entre le Syndicat et la société Smovengo,

Considérant la prise en compte par ce protocole transactionnel des retards constatés dans l'ouverture des stations, des effets du plan d'urgence initié en 2018 et des difficultés techniques rencontrées par Smovengo dans le déploiement comme de la qualité des prestations en phase d'admission partielle du service global,

Considérant les retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au BPU avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et les dysfonctionnements significatifs du service dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib' sur l'année 2019,

Considérant que ces retards et manquements ont été actés, tout au long de l'année 2019, dans les procès-verbaux rédigés lors des opérations mensuelles de vérifications des prestations du marché et dans les procès-verbaux constatant la qualité de service à partir de l'examen mensuel du respect des critères de performances,

Considérant l'exécution partielle des prestations et le non-respect des critères de performance et de qualité de service, quatre décomptes provisoires de pénalités d'un million d'euros chacun ont été notifiés au titulaire du marché, la société Smovengo, pour la période allant du 1^{er} avril au 31 août 2019,

Considérant l'émission de quatre titres exécutoires par le Syndicat afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant à cette période,

Considérant la contestation par un courrier en réclamation en date du 13 novembre 2019 par la société Smovengo des décomptes de pénalités 10 et 11 correspondants respectivement à la période du 1^{er} juin au 30 juin 2019 et à la période du 1^{er} juillet au 31 août 2019 et le refus du Syndicat de faire droit à cette réclamation par un courrier en date du 3 décembre 2019,

Considérant la demande du titulaire du marché d'acompte mensuel au titre du forfait et du BPU correspondant au douzième des montants prévus annuellement au marché de la société Smovengo et du refus du Syndicat de régler à compter de mars 2019 ces montants d'acomptes au regard du service fait et des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et de montants de l'acompte mensuel versés à un niveau inférieur à ces demandes,

Considérant les réclamations contestations de la part de la société Smovengo des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars à juillet 2019,

Considérant la confirmation de la position du Syndicat sur le montant des acomptes notifiés au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché,

Considérant la requête n°1925283 contestant le titre de recettes émis par le comptable public afférent au décompte de pénalités n°10, correspondant à la période du mois de juin 2019, introduite par la société Smovengo auprès du tribunal administratif de Paris,

Considérant ces importants différends, du souhait partagé d'éviter des contentieux longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir comme en 2018, à un accord sur l'année 2019, le Syndicat et Smovengo se sont rapprochés et sont convenus d'un règlement amiable, global et définitif par un protocole transactionnel entre le Syndicat et la société Smovengo,

Considérant que sous réserve de l'approbation du présent protocole, le montant global du marché sera corrigé par voie d'avenant pour constater sa diminution de 0,28% du fait de la baisse des montants payés par le Syndicat à Smovengo pour l'année 2019, soit – 2,5% par rapport au montant initial du marché,

Considérant l'accord de principe sur les termes du projet de protocole exprimé par la Société Smovengo par courrier en date du 4 décembre 2019,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS D'FAVORABLE – FAVORABLE sur le protocole transactionnel ci-annexé.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
(Articles 2044 et suivants du Code Civil)

Marché N°VM 201701-1 portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS)

ENTRE, D'UNE PART :

Le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole sis 82 Boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS représenté par Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, en sa qualité de Présidente, dûment habilitée à signer le présent accord par la délibération n°2019- 09 du Comité syndical en date du 12 décembre 2019. (Annexe 1)

Ci-après dénommée « *le Syndicat* »

ET D'AUTRE PART :

La société SMOVENGO, Société par Actions Simplifiée au capital de 6 312 000 euros, ayant son siège social 1 avenue du Général de Gaulle - 92074 PARIS la Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 830 888 640, représentée par son Directeur Général, M. Jacques GREIVELDINGER.

Ci-après dénommée « *la Société Smovengo* »

IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE CE QUI SUIIT :

1. —

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié, le 9 mai 2017, le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

2. —

Dans le cadre de ce marché, un délai contractuellement prévu était imparti à la Société Smovengo pour réaliser la mise en service des stations de vélos.

Plus précisément, le Programme Fonctionnel Définitif Clauses Administratives (ci-après PFDA) ainsi que le mémoire technique de la Société Smovengo engageaient la société à respecter les délais suivants :

- Au 1^{er} janvier 2018 : la mise en service du dispositif, c'est-à-dire son ouverture au public, avec *a minima* 50 % du nombre de stations prévues au forfait, soit 525 vélos-stations ;
- Au 1^{er} avril 2018 : la mise en service de l'ensemble des stations.

Par Ordre de Service n°3 du 29 juin 2017, il a été commandé 350 stations hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires.

3. —

Ce marché a fait l'objet de cinq avenants.

Par un avenant du 31 juillet 2017 (« Avenant n°1 au Marché n° VM201701-1 »), le groupement SMOOVENGO a été substitué par la société dédiée SMOVENGO, qui a repris l'ensemble des droits et obligations issus du Marché.

Par avenant du 20 septembre 2017 (« Avenant n°2 au Marché n°VM201701-1 »), le bordereau des prix unitaires a été complété, sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant du 21 décembre 2017 (« Avenant n°3 au Marché n°VM201701-1 »), des modifications statutaires du titulaire du marché ont été actées.

Par un avenant du 14 décembre 2018 (« Avenant n°4 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités financières de l'exécution du marché ont été précisées.

Par un avenant du 8 février 2019 (« Avenant n°5 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire global du prix du marché a été arrêté au vu du protocole transactionnel fixant son montant pour l'année 2018.

4. —

Avec l'avenant n°5 du 8 février 2019, au regard du service fait constaté en 2018, par un protocole transactionnel signé entre les parties le 1^{er} février 2019, le montant annuel du marché au titre du forfait, tel que détaillé dans l'annexe 2 du mémoire technique ("réponse financière - F. Prix proposé"), à payer par le Syndicat, fixé initialement à 31 880 000 euros hors taxes a été modifié pour l'année 2018 et fixé à 21 208 587,18 euros hors taxes et hors indexation.

Le montant forfaitaire annuel pour les autres années d'exécution du marché est demeuré inchangé et fixé à 31 880 000 euros hors taxes et hors révision de prix.

En conséquence, le montant global forfaitaire du marché fixé à l'article 4.2.1. de l'acte d'engagement, qui était initialement de 478 200 000 euros hors taxes et hors révision de prix, a été modifié pour tenir compte de la modification du montant annuel pour 2018 et a été fixé à 467 528 587,18 euros hors taxes et hors révision de prix soit une diminution de - 2,23 %.

5. —

Lors de l'exécution de ce marché sur l'année 2019, il a été constaté, d'une part, des retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au Bordereau de Prix Unitaires (ci-après BPU) avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et, d'autre part, des dysfonctionnements significatifs du système dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib'.

Ces retards et manquements ont été actés dans les procès-verbaux mensuels (Annexes 2) rédigés lors des opérations de vérifications des prestations du marché au 1^{er} février 2019 (PV n° 14) jusqu'à celui établi au 1^{er} décembre 2019 (PV n°24).

L'examen de la qualité de service a fait l'objet de procès-verbaux du Syndicat rédigés sur la base des procès-verbaux mensuels des critères de performance à compter d'avril 2019 (PV 2019-07) à novembre 2019 (PV 2019-13) (Annexes 3).

6. —

Etant donné les retards et, principalement, les difficultés d'exploitation du service liés aux dysfonctionnements constatés, le Syndicat n'a eu d'autres choix que d'appliquer des pénalités à la Société Smovengo, conformément à l'Annexe 1 au programme fonctionnel définitif – clauses administratives.

En effet, afin de sanctionner l'exécution partielle des prestations constatée et le non-respect des critères de performance et de qualité de service lors des opérations de vérifications, le Syndicat a notifié quatre décomptes provisoires de pénalités à la société Smovengo :

- Le décompte n°8 en date du 7 juin 2019 correspondant à la période allant du 1^{er} avril 2019 au 30 avril 2019, notifié le 7 juin 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4a) ;

- Le décompte n°9 en date du 20 juin 2019 correspondant à la période allant du 1er mai 2019 au 31 mai 2019, notifié le 5 juillet 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4b) ;
- Le décompte n°10 en date du 18 septembre 2019 correspondant à la période allant du 1er juin 2019 au 30 juin 2019, notifié le 23 septembre 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4c) ;
- Le décompte n°11 en date du 24 octobre 2019 correspondant à la période allant du 1er juillet 2019 au 31 août 2019, notifié le 25 octobre 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4d) ;

Rappelant notamment que les pénalités ne peuvent être appliquées qu'en cas d'aléas ou de retards ne relevant pas du titulaire du marché, la Société Smovengo a contesté les décomptes 10 et 11 d'acomptes de pénalités par un courrier en réclamation du 13 novembre 2019 (Annexe 5).

Par une lettre du 3 décembre 2019, le Syndicat n'a pas fait droit aux mémoires en réclamation susvisés (Annexe 6).

7. —

Afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant aux périodes allant du 1^{er} avril 2019 au 31 août 2019, le Syndicat a émis quatre titres exécutoires (Annexes 7).

8. —

Le 29 mars 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de mars 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 8).

Par lettre du 24 avril 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de mars 2019 à la somme de 1,8 Million d'euros HT (Annexe 9).

Le 29 avril 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois d'avril 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 10).

Par lettre du 16 mai 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois d'avril 2019 à la somme de 2.5 Millions d'euros HT. (Annexe 11).

Le 29 mai 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de mai 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 12).

Par lettre du 3 juin 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de mai 2019 à la somme de 2.5 Millions d'euros HT. (Annexe 13).

Le 1er juillet 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de juin 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 14).

Par lettre du 12 juillet 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de juin 2019 à la somme de 3 Millions d'euros HT (Annexe 15).

Le 29 juillet 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de juillet 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 16).

Par lettre du 2 août 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de juillet 2019 à la somme de 3 250 000 euros HT. (Annexe 17).

9. —

Sur la base des prestations exécutées, par courrier en date du 26 juin 2019, la Société Smovengo a déposé une réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019 (Annexe 18).

Par lettre du 8 juillet 2019, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019 au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché (Annexe 19).

Sur la base des prestations exécutées, par courrier en date du 29 juillet 2019, la Société Smovengo a déposé une réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019 (Annexe 20).

Par lettre du 9 octobre 2019, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019 au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché (Annexe 21).

Sur la base des prestations exécutées, par courrier en date du 2 octobre 2019, la Société Smovengo a déposé une réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019 (Annexe 22).

Par lettre du 9 octobre 2019, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019 au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché (Annexe 23).

10. —

Jugeant les pénalités susvisées contestables, la Société Smovengo a introduit un recours devant le Tribunal administratif de Paris. La requête contestant le titre de recettes par le comptable public, afférent au décompte de pénalités n°10, correspondant à la période du mois de juin 2019, a été enregistrée sous le numéro 1925283 par le Tribunal administratif de Paris (Annexe 24).

En ces circonstances, eu égard au litige d'ores et déjà caractérisé qu'a généré la succession des difficultés entre les parties, celles-ci entendent aujourd'hui, par leur volonté concordante, trouver une issue amiable à ce litige, fondant le présent accord.

La société Smovengo conserve, quant à elle, sa liberté d'action et de contestation aux fins d'indemnisation du préjudice subi par elle à l'occasion des dégradations et détériorations causées à ses installations et matériels et autres préjudices liés, à l'occasion des manifestations et attroupements au cours des week-ends à compter du 24 novembre 2018.

Compte tenu des prétentions sérieuses des parties, du souhait d'éviter des contentieux nécessairement longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir à un accord sur un différend né dans le cadre de l'exécution d'un marché public, les parties se sont rapprochées et sont convenues des modalités d'un règlement amiable, global et définitif du présent litige, sans aucune reconnaissance de la responsabilité réciproque.

11. —

Il s'agit pour les parties de parvenir à un accord concernant les montants dus au titre du forfait du marché et des stations commandées au bordereau des prix unitaires (BPU), ainsi que le montant des pénalités applicables à la Société Smovengo au titre des pénalités de retard dans la mise en service tel que prévu au marché et des pénalités liées aux critères de performance et à la qualité d'exécution du service pour l'année 2019.

Le présent contrat constitue une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil en ce qu'il règle le litige né entre les parties, de sorte que chacune des parties signataires renonce à toute instance ou action en paiement à l'encontre de l'autre au titre de l'exécution des prestations réalisées et de la situation d'enrichissement sans cause ou de droit à dommages et intérêts qui s'ensuivraient.

Les stipulations du présent protocole d'accord modifiant le montant total du marché, raison pour laquelle ces modifications contractuelles sont récapitulées dans un document annexé au présent protocole (et intitulé « *Avenant n°6* » (Annexe 25).

CECI EXPOSÉ, IL A DONC ETE ARRETE ET CONVENU DANS LES TERMES DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 2044 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} - Objet

L'objet du présent protocole transactionnel vise à mettre un terme définitif au différend, tel que défini en préambule, né dans le cadre de l'exécution du marché public conclu par le Syndicat Autolib' Velib' Métropole (ci-après Syndicat) avec la Société Smovengo relatif à la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service.

ARTICLE 2- Concessions réciproques

Afin de mettre un terme à leur différend résultant des conditions d'exécution du marché pour l'année 2019, les parties arrêtent les concessions réciproques et équilibrées qui suivent :

Le Syndicat ainsi que la Société Smovengo consentent mutuellement par le présent protocole à :

- Renoncer à toute instance et action réciproque en cours et ultérieure entre elles concernant l'objet du présent protocole ;
- Fixer le montant du forfait du marché public pour l'année 2019, tel que détaillé à l'annexe financière du mémoire technique, à payer par le Syndicat, à la somme de 30 593 060,06 euros hors taxes et hors indexation, soit 32 092 120 euros HT après indexation (indice révision 1,049), et d'ajuster en conséquence, par avenant, le montant global du marché à prix forfaitaire tel que fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement ; le montant du forfait restant inchangé pour les autres années d'exécution du marché à 31 880 000 euros hors taxes et hors indexation ;
- Fixer le montant à payer par le Syndicat au titre de la commande au bordereau des prix unitaires, par l'ordre de service n° 3 en date du 29 juin 2017, de 350 stations hors Paris et de 10 850 points d'accroches à la somme de 7 334 148,90 euros hors taxe et hors indexation, soit 7 693 522,20 euros HT après indexation (indice révision 1,049) ;
- Fixer le montant des pénalités appliquées en 2019 à la Société Smovengo, prévues à l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif Clauses administratives, tous motifs confondus, notamment au titre des dysfonctionnement constatés et des retards dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU pour les commandes émises jusqu'au 30 juin 2017, à la somme globale et forfaitaire de 4 000 000 euros hors taxes, tenant compte des opérations de vérifications effectuées et des procès-verbaux des critères de performance établis en 2019 ;
- Ajuster le montant global du marché public par voie d'avenant conclu par les parties en présence (Annexe 25).

ARTICLE 3 - Renoncement mutuel à toute instance

Au titre du présent protocole, chacune des deux parties s'engage à renoncer à former toutes instances et actions en paiement à l'encontre de l'autre partie au titre du montant du marché pour l'année 2019 pour la partie forfaitaire ainsi que pour les stations commandées au bordereau des prix unitaires et au titre des pénalités de retard, tous motifs confondus, appliquées à la Société Smovengo pour l'année 2019.

Moyennant la parfaite exécution du présent accord intervenu librement après négociation entre les parties, celles-ci renoncent à tous les droits et actions qu'elles pourraient tenir et s'engagent à n'exercer aucune action ou recours judiciaire par tous moyens et voies de droit ordinaires ou extraordinaires, pour les questions entrant dans le champ d'application du présent accord.

Par suite, la signature du présent protocole emporte le désistement d'instance et d'action réciproque, chacune des parties se déclarant remplie de ses droits et renonçant à tous droits, actions et prétentions concernant l'objet du présent protocole.

ARTICLE 4 - Le maintien des garanties

De façon expresse, les parties conviennent que les renonciations évoquées aux articles précédents ne sauraient inclure les éventuelles actions, instances ou autres réclamations relatives à l'application des garanties dues au titre des travaux de voirie et de l'exploitation du service Velib', au titre de la responsabilité contractuelle de la Société Smovengo du fait des livraisons ou prestations réalisées dans le cadre du marché public en cause.

La Société Smovengo reconnaît par la présente transaction que le Syndicat conserve néanmoins tous les droits et toutes les possibilités d'action qui pourraient naître postérieurement à la réception des prestations et notamment que le Syndicat est en droit de bénéficier des garanties sus-évoquées.

ARTICLE 5 – Caractère exécutoire du protocole

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par le Syndicat à la Société Smovengo, après accomplissement des formalités de transmission au contrôle de légalité.

ARTICLE 6 : Situation des entreprises

La Société Smovengo, signataire du présent accord, garantit que rien dans sa situation juridique ne lui interdit de conclure le présent protocole et qu'elle n'est pas en état de cessation de paiements ni l'objet de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

ARTICLE 7 – Consentement des parties

Les parties déclarent avoir fait une lecture attentive du présent protocole et s'engagent à exécuter de bonne foi la présente transaction établie conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil.

ARTICLE 8 – Autorité de la transaction

La présente transaction, en application des articles 2044 et suivants du Code civil et plus particulièrement de l'article 2052 du Code civil, fera obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

En signant le présent protocole, les parties ont en effet entendu mettre un terme définitif à tout différend né ou à naître relativement aux faits et à la situation sus-exposés. Les parties s'engagent à ne pas remettre en cause les accords intervenus aux présentes.

Les stipulations de la présente convention prévalent sur toutes stipulations du marché public N°VM 201701-1 portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service qui lui serait contraire.

En revanche, l'intégralité des stipulations contractuelles, qui ne sont pas directement remises en cause par les accords précités, reste inchangée et demeure en vigueur.

ARTICLE 9– Droit applicable et juridiction

Les Parties conviennent expressément que le présent protocole transactionnel est soumis au droit français.

Les Parties conviennent de s'efforcer de régler à l'amiable les différends qui pourraient survenir concernant l'exécution des présentes. Les éventuels différends, contestations ou litiges qu'elles ne pourraient régler à l'amiable concernant les présentes, leur interprétation, leur exécution ou leur résiliation, seront soumis à l'examen du tribunal administratif de Paris.

Fait à, le

Fait à, le

Pour le Syndicat
Sa Présidente

Pour la Société Smovengo
Son Directeur Général

En deux exemplaires originaux, dont un remis, après signature à chacune des parties.

Annexes :

1. **Annexe 1 :** Délibération n° 2019-09 du comité syndical du 12 décembre 2019
2. **Annexes 2 :** Procès-verbaux mensuels de vérification des prestations du marché
 - Annexe 2a : PV n°14 au 1^{er} février 2019
 - Annexe 2b : PV n°15 au 1^{er} mars 2019
 - Annexe 2c : PV n°16 au 1^{er} avril 2019
 - Annexe 2d : PV n°17 au 1^{er} mai 2019
 - Annexe 2e : PV n°18 au 1^{er} juin 2019
 - Annexe 2f : PV n°19 au 1^{er} juillet 2019
 - Annexe 2g : PV n°20 au 1^{er} août 2019
 - Annexe 2h : PV n°21 au 1^{er} septembre 2019
 - Annexe 2i : PV n°22 au 1^{er} octobre 2019
 - Annexe 2j : PV n°23 au 1^{er} novembre 2019
 - Annexe 2k : PV n°24 au 1^{er} décembre 2019
3. **Annexes 3 :** Procès-verbaux mensuels des critères de performance
 - Annexe 3a : PV n°7 pour les mois d'avril et mai 2019
 - Annexe 3b : PV n°9 pour le mois de juin 2019
 - Annexe 3c : PV n°10 pour le mois de juillet et août 2019
 - Annexe 3d : PV n°11 pour le mois de septembre 2019
 - Annexe 3e : PV n°12 pour le mois d'octobre 2019
 - Annexe 3f : PV n°13 pour le mois novembre 2019
4. **Annexes 4 :** Décomptes provisoires de pénalités
 - Annexe 4a : décompte de pénalités n°8
 - Annexe 4b : décompte de pénalités n°9
 - Annexe 4c : décompte de pénalités n°10
 - Annexe 4d : décompte de pénalités n°11
5. **Annexe 5 :** Courrier en réclamation-contestation des décomptes provisoires de pénalités 10 et 11.
6. **Annexe 6 :** lettre du Syndicat en réponse au courrier portant réclamation-contestation de Smovengo relatifs aux décomptes provisoires de pénalités 10 et 11.
7. **Annexes 7 :** 4 titres exécutoires correspondant aux périodes allant du 1^{er} avril 2019 au 31 août 2019.
 - Annexe 7 a : titre exécutoire avril 2019
 - Annexe 7 b : titre exécutoire mai 2019
 - Annexe 7 c : titre exécutoire juin 2019
 - Annexe 7 d : titre exécutoire juillet-août 2019
8. **Annexe 8 :** Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de mars 2019.
9. **Annexe 9 :** Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de mars 2019.

10. **Annexe 10** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois d'avril 2019.
11. **Annexe 11** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois d'avril 2019.
12. **Annexe 12** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de mai 2019.
13. **Annexe 13** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de mai 2019.
14. **Annexe 14** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de juin 2019.
15. **Annexe 15** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de juin 2019.
16. **Annexe 16** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de juillet 2019.
17. **Annexe 17** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de juillet 2019.
18. **Annexe 18** : Courrier de la Société Smovengo en date du 26 juin 2019 portant réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019.
19. **Annexe 19** : Réponse du Syndicat en date du 8 juillet 2019 confirmant sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019.
20. **Annexe 20** : Courrier de la Société Smovengo en date du 29 juillet 2019 portant réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019.
21. **Annexe 21** : Réponse du Syndicat en date du 9 octobre 2019 confirmant sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019.
22. **Annexe 22** : Courrier de la Société Smovengo en date du 2 octobre 2019 portant réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019.
23. **Annexe 23** : Réponse du Syndicat en date du 9 octobre 2019 confirmant sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019.
24. **Annexe 24** : Requête n°1925283 de la société Smovengo, en contestation du décompte des pénalités n°10, correspondant à la période du mois de juin 2019.
25. **Annexe 25** : Avenant 6 au marché public N°VM 201701-1 fixant le montant global du marché public.

**DELIBERATION VM 2019 10 –
Avis sur la modification des montants des contributions 2019 au Syndicat
Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation
Séance du 12 décembre 2019**

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les montants des contributions obligatoires au budget annexe de la régie Velib' pour 2019 sont modifiés, cela pour tenir compte des derniers accords avec le titulaire du marché et l'évolution des recettes usagers.

- Pour la Ville de Paris : 19 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris : 9 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Je vous prie, mes cher·e·s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

DELIBERATION VM 2019 10 –
Avis sur la modification des montants des contributions 2019 au Syndicat
Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation
Séance du 12 décembre 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment les articles 8-1, 8-2 et 14 ;

Vu la délibération n°2018-33 relative à l'approbation des montants des contributions 2019 au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole du 14 décembre 2018 ;

Vu la délibération n°2019-07 relative à la modification des montants des contributions 2019 au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole du 15 mars.

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE- DEFAVORABLE sur les montants des contributions 2019 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 19 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris : 9 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

DÉLIBÉRATION VM 2019 11**Avis sur la Décision modificative n°2 du budget annexe 2019 Régie Velib'**

**Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation
Séance du 12 décembre 2019**

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le budget Velib' 2019 a enregistré une première décision modificative en date du 19 septembre 2019.

Toutefois, à la suite d'un certain nombre d'éléments nouveaux venant impacter l'exécution budgétaire 2019, il s'avère nécessaire de procéder à des ajustements budgétaires :

En dépenses de fonctionnement :

- Baisse de la dépense à verser au titulaire du marché : - 2 000 000 euros consécutivement aux dysfonctionnements constatés et à l'absence de service fait dans sa totalité.
- Inscription de : + 60 000 euros permettant de procéder aux remboursements des frais engagés par le budget principal pour le compte du budget Velib'.
- Inscription de : + 732 000 euros permettant de financer une augmentation du nombre de vélos électriques faisant passer la part minimum de 30 à 35 %.
- Baisse des charges exceptionnelles de : - 651 584,27 euros (changement d'imputation)
- Inscription compensatoire en charges à caractère générale : + 651 584,27 euros

En recettes de fonctionnement :

- Les pénalités appliquées au titulaire du marché sont de nouveau augmentées : +1 000 000 euros et donc portées en totalité à : 4 000 000 euros sur l'exercice 2019.
- Les prévisions de recettes usagers sont diminuées de 1 000 000 euros afin de faire basculer la quote-part des recettes de 2020 en 2019 (abonnements annuels).
- Les contributions des collectivités sont baissées de 1 208 000 euros. Cette baisse est consécutive à la non ouverture de certaines stations en 2019 et à la diminution de 300 euros du montant des contributions 2019.

En dépenses et recettes d'investissement :

70 000 euros sont inscrits en dépenses et en recettes d'investissement pour le traitement des cautions lors des neutralisations de stations à la demande d'un tiers.

Le budget total de l'exercice après la présente DM est de ce fait modifié passant ainsi d'un budget initial de 44 193 329,24 euros en dépenses et en recettes, à un budget de 43 058 329,24 euros soit : - 1 138 000 euros.

Ainsi après l'affectation au budget 2019 des recettes et dépenses de fonctionnement énoncées dans le cadre de cette décision modificative les sections de fonctionnement et d'investissement seront en équilibre.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

DÉLIBÉRATION VM 2019 11

Avis sur la Décision modificative n°2 du budget annexe 2019 Régie Velib'

Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation

Séance du 12 décembre 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu la délibération 2019-08 du 15 mars 2019 adoptant le budget annexe régie Velib' 2019 ;

Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 19 septembre 2019 ;

Vu la délibération 2019-09 du 19 septembre 2019 adoptant la décision modificative N°1 du budget annexe régie Velib' 2019 ;

Considérant que l'exécution du budget annexe 2019 nécessite d'ajuster les crédits inscrits en section de fonctionnement en dépenses et recettes ;

Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation après en avoir délibéré, EMET UN AVIS DEFAVORABLE - FAVORABLE, sur la décision modificative n°2 du budget annexe 2019 régie Velib' arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	611	2 000 000,00 €	1 383 584,27 €		
011	62878		60 000,00 €		
011	678	651 584,27 €			
70	70688			1 000 000,00 €	
74	74748			1 008 000,00 €	
74	74758			200 000,00 €	
77	7711				1 000 000,00 €
TOTAL		2 651 584,27 €	1 443 584,27 €	2 208 000,00 €	1 000 000,00 €

Section d'Investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
16	165		70 000,00 €		70 000,00 €
TOTAL		0,00 €	70 000,00 €	0,00 €	70 000,00 €

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

**DELIBERATION VM 2019 12 –
Avis sur les montants des contributions 2020 au Syndicat**

**Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation
Séance du 12 décembre 2019**

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les montants des contributions obligatoires sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' soit 500 € par station pour une équivalence de 200 stations. Et 3,9 M€ pour l'exploitation du service Velib', soit un total de 4 M€ comme prévu dans le cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2020.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DELIBERATION VM 2019 12 –
Avis sur les montants des contributions 2020 au Syndicat**

**Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation
Séance du 12 décembre 2019**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment les articles 8-2, 8-3 et 14 ;

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS FAVORABLE- DEFAVORABLE sur les montants des contributions 2020 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'. Et 3,9 M€ pour l'exploitation du service Velib', soit un total de 4 M€ comme prévu dans le cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2020.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^{ème} arrondissement

**DÉLIBÉRATION VM 2019 13 –
Avis sur le budget primitif 2020 - Budget annexe**

**Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation
Séance du 12 décembre 2019**

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le budget primitif 2020 budget annexe du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole a pour objet de prévoir et d'autoriser les recettes et dépenses de la compétence optionnelle Velib' gérée sous forme d'une régie dotée de l'autonomie financière.

BUDGET ANNEXE de la Régie Autonome Velib'

Le budget annexe Velib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Velib' dans le cadre du marché public en cours.

**Dépenses de fonctionnement
(46 958 310 €)**

• **Dépenses réelles de fonctionnement (46 940 810 €) :**

Le paiement annuel de la prestation au forfait marché Velib' pour 1 050 stations
33 601 520 € soit 71,58 % des dépenses réelles

Le marché Velib' prévoit un versement sur 15 ans de 478,2 M€ HT, soit un montant annuel à verser de 31,88 M€. Ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,054 pour 2020.

Le paiement annuel de la prestation au BPU soit 350 stations hors Paris commandées et 10 850 points d'accroche
8 081 861,20 € soit 17,22% des dépenses réelles

Le marché Velib' prévoit un versement annuel de 7 667 800 € HT, ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,054 pour 2020.

Les prestations complémentaires
774 618,80 € soit 1,65% des dépenses réelles

Les prestations particulières réalisées à la demande des communes ou du syndicat sont prévisibles. Elles sont possibles dans le cadre du marché Velib' sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités.

Ce poste budgétaire 2020 intègre la création de six stations supplémentaires.

Et 450 000 € correspondent au coût d'exploitation annuel pour les 5% de vélos électriques supplémentaires.

Autres charges à payer au titulaire du marché

2 800 000 € soit 5,97 % des dépenses réelles dont :

- 1 600 000 € au titre de l'intéressement sur les recettes 2019, ce poste est en augmentation car les recettes 2019 ont triplé par rapport à 2018.
- 1 200 000 € au titre de l'indemnisation pour les volés et vandalisés, ce montant est capé à 10 % de la flotte de vélos en moyenne sur l'année.

Les charges du personnel affecté (579 000 €) à la Collectivité et le remboursement du personnel mutualisé (820 000€)

1 399 000 € soit 2,98 % des dépenses réelles

La masse salariale globale du Syndicat (budget principal et budget annexe) représente 1 802 650 € en 2020 contre 1 906 400 € en 2019 soit une baisse 5,44 %.

La répartition de la masse salariale entre les deux budgets a été revue en 2020, l'inscription sur le budget général augmente alors que celle sur le budget annexe diminue. La refacturation entre les deux budgets est, elle aussi, ajustée pour tenir compte de cette nouvelle répartition.

Les charges de gestion courante réalisées sur le Budget Autolib' pour le compte du budget annexe (refacturation)

184 000 € soit 0,39 % des dépenses réelles.

Autres charges (les dépenses de prestation de service, études et honoraires)

99 810 € soit 0,21 % des dépenses réelles

Ce poste comprend les honoraires, les dépenses de conseils juridiques, d'assistance à maîtrise d'œuvre et de communication, ainsi que les charges de gestion courante dédiées au service Velib'.

- **Dépenses d'ordre : 864,30 €**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

- **Virement à la section d'investissement : 16 635,70 €**

Ce virement à la section d'investissement permet de couvrir les dépenses d'investissement prévues essentiellement en acquisition d'équipements informatiques et bureautiques.

Recettes de fonctionnement (46 958 310 €)

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées de la manière suivante :

- **Recettes réelles de fonctionnement 46 958 310 €**

Les recettes des usagers

18 590 310 € soit 39,59 % des recettes réelles

Les recettes usagers ont connu une croissance importante durant l'année 2019, avec le déploiement du service. Depuis l'été le montant perçu par mois est supérieur au million d'euros, et le nombre d'abonnés continue d'augmenter (plus de 250 000 fin octobre contre 155 000 début janvier soit 60 % d'augmentation avant même la fin d'année). L'inscription de recettes pour 2020 tient compte de ces paramètres et s'établit donc à 18,6 millions d'euros, soit 1,55 millions d'euros par mois en moyenne sur l'année.

La Contribution de la Ville de PARIS à l'exploitation et fonctionnement du service

20 200 000 € soit 43,02 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 1010 stations au tarif de 18 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 20 000 € par station au total.

La Contribution des Collectivités hors PARIS à l'exploitation du service

3 960 000 € soit 8,43 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 396 stations au tarif de 8 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 10 000 € par station au total.

La subvention de la Métropole du Grand Paris

4 000 000 € soit 8,52 % des recettes réelles

Cette subvention est arrêtée dans le cadre de la convention financière signée entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et la Métropole du Grand Paris. Elle est découpée en deux volets : 3 900 000 € pour l'exploitation du service et 100 000 € de contribution de fonctionnement, arrêtée forfaitairement sur la base de 200 équivalents stations.

Les prestations complémentaires

200 000 € soit 0,43 % des recettes réelles

Des prestations complémentaires (déplacement, fermeture de station...) réalisées à la demande des collectivités adhérentes à la compétence Velib' sont à prévoir. Elles sont financées par les collectivités demandeuses dans le cadre du marché Velib', sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités. D'autres prestations sont demandées par des tiers (neutralisation) et leur sont refacturées.

**Dépenses d'investissement
(77 500 €)**

○ **Dépenses réelles d'investissement (77 500 €) :**

Les dépenses d'investissement sont essentiellement constituées de cautions pour un montant de 60 000 euros que l'on retrouve dans les recettes d'investissement. Les autres dépenses sont relatives à l'acquisition de nouveaux mobiliers, matériels informatiques et bureautiques.

**Recettes d'investissement
(77 500 €)**

○ **Recettes d'ordre (864,30 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

○ **Virement depuis la section de fonctionnement (16 635,70 €)**

○ **Cautions (60 000€)**

Bilan

La section de fonctionnement est équilibrée.

La section d'investissement est équilibrée.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DÉLIBÉRATION VM 2019 13 –
Avis sur le budget primitif 2020 - Budget annexe**

**Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation
Séance du 12 décembre 2019**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,
Vu l'instruction budgétaire M14,
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole,
Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations,
Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2017 23 du 10 mars 2017 portant création de la régie autonome Velib',
Vu la délibération 2019 30 du 6 novembre 2019 relative au Débat d'Orientations Budgétaires,

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,

EMET UN AVIS DEFAVORABLE - FAVORABLE sur le Budget primitif 2020 « BUDGET ANNEXE » arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 46 958 310,00 euros
- Recettes : 46 958 310,00 euros

Investissement

- Dépenses : 77 500,00 euros
- Recettes : 77 500,00 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (socle commun)

Séance du 6 novembre 2019

Le 6 novembre deux mille dix-neuf, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le vingt-huit octobre 2019, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 108

Nombre de délégués présents ou représentés : 59 (dont 14 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires :

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Bruno Tuder (Bagneux), Mme Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine), M. Samuel Besnard (Cachan), M. Pascal Turano (Charenton-le-Pont), M. Jean-Paul Martinerie (Châtenay-Malabry), M. Bernard Accart (Courbevoie), M. Bruno Hélin (Créteil), M. Marc Antao (Enghien-les-Bains), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), M. Jacques Godard (Le Bourget), Mme Anna Angeli (Aubervilliers), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance), M. Éric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Bernard Girault (Noisy-le-Sec), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), M. Jean-Marie Ballet (Puteaux), M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois), Mme Cécile Ranguin (Saint-Denis), M. Alain Guetrot (Saint-Maurice), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Christophe Boissière (Vincennes), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Hervé Lièvre (GPSO), M. Bernard Roche (GPSO), Mme Isabelle Debré (CD 92), M. Ibrahima Traoré (CD 94);
M. Philippe Brillaud (Le Chesnay-Rocquencourt) arrivé à 16h00 ;
Mme France Bernichi (Alfortville) arrivée à 16h35 ;

Suppléants avec voix délibératives :

M. Jean-Louis Salort (Clamart), M. Patrick Leroy (Rungis), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud), Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé), M. Jean-Pierre Barnaud (MGP) ;

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Jean-François Monino (Aubervilliers) donne pouvoir à M. Philippe Lebeau, M. Henri Vincent (Bois-Colombes) donne pouvoir à M. Benoît Accart, M. Yves Fuch (Champigny-sur-Marne) donne pouvoir à M. Jean-Marc Bourjac, M. Boutaïeb Kaddani (Joinville-le-Pont) donne pouvoir à Mme Mary-France Parrain, M. Philippe Lebeau (Pantin) donne pouvoir à Mme Catherine Pilon, Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) donne pouvoir à M. Patrice Pattée, M. Christian Page (Saclay) donne pouvoir à Mme Françoise Schoeller, M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson) donne pouvoir à M. Thierry-Michel Isoard, M. Mahrouf Bounegta (Villejuif) donne pouvoir à M. Jean-Jacques Pasternak, M. Alain Bortolameolli (Villeneuve-la-Garenne) donne pouvoir à Jacques Godard, M. Gauthier Mougin (GPSO) donne pouvoir à Mme Christine Bruneau, Mme Aline de Marcillac (GPSO) donne pouvoir à M. Lièvre, M. Jean-Marc Szmargd (GPSO) donne pouvoir à M. Roche.

M. Hervé Fleury (Versailles) donne pouvoir à M. Philippe Brillault.

Excusés :

Mme Perrine Precetti (Antony), M. Alain Loppinet (Bailly), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Jean-Luc Millard (Drancy), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), M. Alain Schumacher (GPGE), M. Michel Jiaume (GPSO), M. Yann Wehring (Région IDF).

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Hugues Celier, Directeur des services techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 19 septembre 2019
2. Délibérations :
 - Modification du nombre de vice-présidents et de membres du Bureau
 - Modification des délibérations 2013 035 - 2017 06 et 2019 17 relatives au tableau des emplois permanents
 - Débat d'Orientation Budgétaire sur la base du Rapport sur les Orientations Budgétaires 2020
3. Points divers

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures 16 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Geneviève Gaillabaud est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 19 septembre 2019

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité syndical du 19 septembre 2019 est adopté à l'unanimité.

2. **Délibérations**

Au préalable, **la Présidente** informe les membres, qu'à la suite d'observations de la part du nouveau délégué de la ville d'Enghien-les-Bains, elle souhaite reporter le projet de délibération concernant la modification du nombre de vice-présidents et de membres du Bureau. Elle précise qu'elle désire prendre contact avec le maire d'Enghien-les-Bains pour lui expliquer la proposition acceptée à l'unanimité par les membres du Bureau de ne pas pourvoir le poste vacant de VP.

Les membres du Comité approuvent à l'unanimité le report du projet de délibération au prochain Comité.

2.1 - Modification des délibérations 2013 035 - 2017 06 et 2019 17 relatives au tableau des emplois permanents (délibération 2019 28)

La Présidente indique que la modification des délibérations 2013 035, 2017 06 et 2019 17 intervient après la suggestion faite par le contrôle de légalité de préciser le niveau de diplôme et de rémunération pour les différents postes susceptibles d'être pourvus par des contractuels.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, elle soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, APPROUVE, la modification des délibérations 2013 035 ; 2017 06 et 2019 17, complétées par le niveau de recrutement et de rémunération en cas de recrutements de contractuels comme suit :

Emplois créés	Nbre	Cadre d'emplois	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
Responsable de gestion budgétaire et financière (délibération 2013 035)	1	Emplois d' Attaché*	Diplômes de niveau 4, 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 441 et IB 1027
Directeur.trice des affaires juridiques, des finances et des contrats (délibération 2017 06)	1	Cadre d'emplois des Attachés*	Diplômes de niveau 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 441 et IB 1027
Chargé(e) de la communication (délibération 2017 06)	1	Cadre d'emplois des Attachés* ou des Rédacteurs**	Diplômes de niveau 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 372 et IB 1027
Cartographe /informaticien(ne) (délibération 2017 06)	1	Cadre d'emplois des Ingénieurs* ou des Attachés*	Diplômes de niveau 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 441 et IB 1027
Contrôleurs de stations (délibération 2019 17)	3	Agent de maîtrise** ou Adjoint technique** ou Adjoint administratif**	Diplômes de niveau 3	Compris entre IB 348 et IB 586

(*) dans le cas de recrutements de contractuels de catégorie A

(**) dans le cas de recrutements de contractuels de catégorie B et C à compter de la parution des décrets d'application

DIT, qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, le recrutement pourra se faire en application de l'article 3-3 ou (3-3 2° dès la parution du décret d'application) ;

DIT, que les autres termes des délibérations susvisées restent inchangés ;

DIT, que la Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération.

2.2 - Débat d'Orientation Budgétaire sur la base du Rapport sur les Orientations Budgétaires 2020 (délibération 2019 29)

La Présidente donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy et M. Florent Texier.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) donne les grands principes des orientations budgétaires 2020 du Syndicat.

- La participation des collectivités au service Velib' Métropole reste stable. Le Syndicat a travaillé afin de maintenir la contribution des collectivités à hauteur de 20 000 € ; dont 10 000 € sont pris en charge par la Métropole du Grand Paris.
- L'année 2020 est celle du niveau nominal de fonctionnement du service Velib' Métropole. Une augmentation importante des recettes est attendue après une année 2018 catastrophique et une année 2019 « tampon ».
- Concernant le fonctionnement général du Syndicat, les frais de fonctionnement tendent à diminuer.
- Sur la partie Autolib' (Budget principal du Syndicat), les dépenses sont particulièrement juridiques. Les recettes sont composées par les contributions à l'équilibre des collectivités et les provisions pour risque attendue (soit le contentieux avec la société Autolib'). Les dépenses sont stabilisées.
- Une provision de 20 millions d'Euros avait été votée au Budget principal, étalée sur cinq ans (soit 4 millions d'Euros par an). À l'examen des justificatifs fournis par la société Autolib', la provision de 20 millions d'Euros est maintenue.

M. Florent Texier (Directeur des finances) donne des informations supplémentaires sur le budget 2020.

Sur le budget principal, plusieurs points sont précisés au membre :

- Il n'y aura pas de report du résultat, car le budget est voté en décembre avant le compte administratif.
- Plusieurs économies ont été effectuées en 2019, en particulier sur le loyer des nouveaux locaux du Syndicat. Cela permet de maintenir en 2020, sans le report des résultats, les contributions des collectivités à 2 400 € pour le fonctionnement et 3 600 € pour les provisions.
- Le remboursement de l'emprunt souscrit en 2012 jusqu'en 2022 a un capital restant dû de 5,4 millions d'Euros.

Les économies vont sans doute conduire à baisser les contributions pour le fonctionnement après la reprise du résultat de 2019 en 2020.

Le budget principal conserve la même forme qu'en 2019.

Sur le budget annexe de la Régie autonome Velib', M. Texier indique les orientations sur l'année 2020.

- Des augmentations mécaniques des dépenses sont prévues du fait des révisions des indices prévus au marché ;
- L'intéressement aux recettes du titulaire du marché est estimé, pour plus de 10 millions de recettes, à environ 1,6 million d'Euro ;
- Les dépenses supplémentaires devraient être compensées par la hausse des recettes usagers. En maintenant les contributions des collectivités sur les stations Velib', les prévisions des recettes usagers à 18 millions d'euros permettraient d'équilibrer le budget.
- Le budget de fonctionnement est en baisse, en particulier sur la masse salariale.

La Présidente remercie les équipes du Syndicat pour la préparation de ces éléments. Elle indique que des efforts ont été fait sur le budget de fonctionnement du Syndicat comme elle s'y était engagée. Elle rappelle que les budgets sont indépendants et nécessitent d'être équilibrés.

Concernant le budget principal Autolib', elle précise que la pertinence du montant de la provision et la durée de son étalement ont été discutés avec la Chambre Régionale des Comptes (CRC).

Concernant le budget de la régie autonome Velib', elle indique que le marché prévoyait 30% de VAE alors que sur le terrain ils représentent quasiment 50% et qu'il est constaté que la part d'utilisation des VAE est importante, en particulier si une commune hors Paris est impliquée dans le trajet. Elle ajoute que par jour, chaque VAE est utilisé environ 10 fois alors qu'un vélo classique n'est utilisé que 7 fois. C'est pourquoi, dans l'objectif de développer les trajets avec les communes hors-Paris et afin de correspondre financièrement à la réalité du service, il est proposé au Comité syndical de passer sur une part de 35% de VAE. Cela va augmenter le prix du marché sur une partie de 2019 et sur 2020. C'est un acte de confiance et d'encouragement envers le service, ses usagers et l'opérateur.

La Présidente donne la parole aux membres.

Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) demande quelle est le montant de l'indemnité pour vol et vandalisme pour le service Velib' Métropole ; si l'overflow est abandonné et s'il est possible d'obtenir les recettes par station. Les villes payant en fonction de leurs recettes, est-il informatiquement possible d'avoir ces données ?

La Présidente précise que les collectivités ne payent pas en fonction de la recette des stations sur leur territoire et la contribution par station Velib' Métropole est identique pour tous.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) s'associe aux remerciements de la Présidente pour les équipes après une année difficile. Il indique que le passage à 35% de VAE au contrat est une bonne nouvelle pour les usagers et pour le Comité syndical.

Ensuite, il revient sur les demandes qu'il avait formulées lors de précédents Comité et cite : je souhaiterais qu'on rapproche les prévisions budgétaires du Syndicat avec l'activité du prestataire de Velib' Métropole ; quel est le niveau d'usage du service à atteindre pour garantir une contribution à 20 000 € par station pour Paris et 10 000 € pour les collectivités hors-Paris avec la subvention de la Métropole du Grand Paris.

La Présidente donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) apporte les réponses suivantes :

- Concernant le vol et le vandalisme : Elle indique que le Syndicat et le prestataire suivent avec attention le vol et vandalisme sur le service Velib' Métropole. Smovengo est en lien avec la préfecture pour son indemnisation pour les actes de vandalisme commis lors des manifestations, Les « vols » peuvent avoir aussi pour cause un défaut du service, par exemple lorsqu'un vélo ne peut pas être raccroché.

- Concernant l'overflow, il est important d'éviter les dysfonctionnements vécus lors du lancement du service en 2018. À ce jour, sans avoir le nombre de vélos conforme au marché, le besoin d'overflow n'est pas strictement nécessaire et son fonctionnement nécessite un temps d'adaptation. La position du Syndicat à ce sujet est prudente afin que les problèmes liés à des dysfonctionnements de l'overflow ne viennent entacher la progression de la qualité de service.

Elle indique ensuite, qu'il est impossible de rattacher à la contribution due pour une station, ses recettes sur la base de l'acte d'engagement passé avec le prestataire. La participation demandée aux communes est pour l'équilibre budgétaire du Syndicat. Elle rappelle que l'équilibre du Syndicat sur son budget annexe Régie autonome Velib' est atteint par les recettes usagers et la contribution des collectivités face aux dépenses de fonctionnement et au coût du marché (dont intéressement et coût du vandalisme sur l'année précédente). Avec le souhait de maintenir une contribution des collectivités à 20 000 € par station, cela génère un coût du service à environ 18 millions d'euros pouvant être comblé par les recettes sur une année de service normale. Sur l'année 2019, les prévisions de recettes sont très proches de celles estimées.

La Présidente ajoute qu'il n'y a pas d'objectifs fixés en termes de trajets journaliers ou d'abonnés. Il y a un objectif en termes de recettes usagers d'environ 18 millions d'Euros.

Un avenant sera présenté prochainement au Comité syndical afin de revenir sur certaines modalités prévues au marché comme n'apparaissant plus souhaitables.

Mme Catherine Pilon (Montreuil) rappelle qu'à l'origine, ce Velib' devait être inviolable. Les collectivités ne se sont pas engagées à financer un service dont le prix augmente de manière inconsidérée. Elle compte sur le Syndicat pour surveiller ce point en lui renouvelant sa confiance.

Elle considère aussi que Velib' Métropole est un transport en commun et qu'à ce titre, IDF Mobilités est potentiellement concerné par son financement. Veligo étant un succès pour le conseil régional, elle rappelle la complémentarité entre les deux services.

La Présidente indique que l'identification des faiblesses qui apparaissent sur le système Velib' Métropole permettent leur correction au fur et à mesure. Elle précise que la qualité des vélos attise la convoitise et que la plupart des vélos « volés » sont retrouvés. Le travail de Smovengo et du Syndicat permet la mise en place de dispositifs afin de limiter ces vols. La ville de Paris a signé une convention avec Smovengo, déjà en place avec l'opérateur précédent, permettant à des clubs de prévention spécialisés de travailler à la réparation des vélos avec l'opérateur. Cette convention pourrait être proposée à d'autres collectivités membres du Syndicat.

Elle rappelle que Velib' Métropole est un service public et que la tarification du service est très inférieure à son coût, et d'autant plus face aux autres services en free-floating. La compétence de la région Ile-de-France sur la mobilité durable est un sujet évoqué par les magistrats de la CRC. IDF Mobilités avait été sollicitée pour participer à Velib' Métropole mais avait refusé de le faire.

M. Christophe Najdovski (Paris) indique qu'il revient à IDF Mobilités d'organiser les services de vélos en libre-service. C'est par délégation que le Syndicat exerce cette compétence. Une délibération a été votée au conseil d'administration d'IDF Mobilités dans ce sens et sa Présidente n'a pas souhaité verser une participation financière au service Velib' Métropole au motif que le service ne concernait pas toute la région.

La Présidente précise que pour le développement de Velib' Métropole, il est nécessaire d'avoir des itinéraires cyclables motorisés. Cela pourrait être de la compétence d'IDF Mobilités.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Pour (2 216,5) : Arcueil, Asnières-sur-Seine, Aubervilliers, Bagneux, Bois-Colombes, Bourg-la-Reine, Cachan, Champigny-sur-Marne, Clamart, Colombes, Courbevoie, Créteil, Enghien-les-Bains, Fontenay-aux-Roses, Gennevilliers, La Garenne-Colombes, Le Bourget, Le Pré Saint-Gervais, Levallois-Perret, Montreuil, Montrouge, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Seine, Noisy le Sec, Pantin, Paris (Mme Catherine Baratti-Elbaz), Paris (M. Christophe Najdovski), Puteaux, Rosny-Sous-Bois, Rueil-Malmaison, Rungis, Saclay, Saint-Cloud, Saint-Denis, Saint-Mandé, Sceaux, Verrières-le-Buisson, Villeneuve la Garenne, Vincennes, Vitry-sur-Seine, GPSO (Christine Bruneau), GPSO (Gauthier Mougin), GPSO (Hervé Lievre), GPSO (Jean-Marc Szmargd), GPSO (Bernard Roche), GPSO (Aline de Marcillac), Département des Hauts-de-Seine, Département du Val-de-Marne, La Métropole du Grand Paris (M. Patrick Ollier, suppléé par M. Jean-Pierre Barnaud) ;

Contre (0)

Abstention (63) : Charenton-le-Pont, Chatenay-Malabry, Joinville-le-Pont, Le Chesnay-Rocquencourt, Maisons-Alfort, Nogent-sur-Marne, Saint-Maurice, Versailles, Villejuif.

Le Comité syndical, après en avoir débattu, PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2020 sur la base du rapport joint en annexe ; APPROUVE les orientations Budgétaires telles que présentées dans le rapport joint en annexe.

3. Point divers :

Informations à date du service public Velib' Métropole

La Présidente donne la parole à M. Jacques Greiveldinger et M. Nicolas Boutaud.

M. Jacques Greiveldinger (Directeur général de Smovengo) présente un état de la situation du service Velib' Métropole.

Les chiffres clés à date sont les suivants :

- 55 communes sont équipées ;
- 1 385 stations sont déployées ;
- 1 340 stations sont en service ;
- 361 stations sont situées en proche couronne ;
- 979 stations sont situées à Paris ;
- 186 010 pass ont été vendus depuis le 1^{er} janvier 2019 ;
- 253 699 usagers sont abonnés au 3 novembre ;
- 53 349 113 km ont été parcourus depuis le 1^{er} janvier 2019 ;
- Un pic de 174 564 trajets a été atteint le 13 septembre ;
- 6 641 083 trajets ont été effectués avec un VAE.

Sur le mois d'octobre 2019, les chiffres clés sont les suivants :

- 2 633 087 locations ont été effectuées, soit 39 % de plus qu'en juin 2019 (1 900 523) ;
- 1 195 107 locations ont été effectuées pour des VAE ;
- Le service a 163 113 usagers uniques (139 226 en juin 2019) ;
- 12 426 usagers avaient un pass V-Découverte (14 976 en juin 2019) ;
- 1 283 usagers avaient un pass V-Séjour (1 891 en juin 2019) ;
- 25 070 usagers ont un abonnement V-Libre (21 256 en juin 2019) ;
- 89 288 usagers ont un abonnement V-Plus (79 657 en juin 2019) ;
- 37 572 usagers ont un abonnement V-Max (22 671 en juin 2019) ;
- 18 044 vélos ont circulé (14 506 en juin 2019) dont 8 961 vélos simples (8 767 en juin 2019) et 9 103 VAE (5 740 en juin 2019) ;
- 7 062 826 km ont été parcourus (5 161 790 en juin 2019).

Une campagne a été lancée en septembre pour faire évoluer l'image du service Velib' Métropole et les 2 premiers trajets ont été offerts pour toute souscription à V-Libre du vendredi 20 septembre au samedi 6 octobre.

Cet automne, afin de relancer les souscriptions, une nouvelle campagne promotionnelle aura lieu à la fin du mois de novembre jusqu'à courant décembre 2019. Pour toute nouvelle souscription à un abonnement, le 1^{er} mois sera offert.

Afin d'améliorer le process de réparation des vélos en atelier, les mesures prises sont les suivantes :

- Le diagnostic de prise en charge du vélo a été renforcé avec la création de 6 postes dédiés à des parties spécifiques du vélo ;
- Le contrôle qualité du vélo a été complexifié avec l'analyse d'une trentaine de points différents ;
- La fiabilité du vélo a été améliorée avec la création d'un poste dédié à l'assemblage de roues « prêtes à changer ».

La prise en charge du problème de vitesse sur les vélos s'effectue sur le long terme. Après plus de 18 mois passés sur le terrain, les vélos connaissent une certaine usure des gaines et des câbles de dérailleurs. Des actions ont déjà été mises en place pour les traiter consistant à :

- Définir les critères d'usure pour savoir sur chaque vélo en maintenance atelier si la gaine est à changer ;
- Créer un process spécifique de changement de la gaine comprenant poignée/câble préassemblés et un passage de gaine amélioré.

Depuis le 1er juin ce sont 6 074 gaines de dérailleurs qui ont été changées pour les vélos passés en atelier. 3 200 VAE neufs qui ont été injectés sur le terrain ont également été équipés d'une gaine neuve avec un passage amélioré. 60% des vélos du parc sont équipés de cette nouvelle gaine.

Aujourd'hui de nouvelles actions supplémentaires sont mises en place :

- Analyse technique des vélos défectueux ;
- Réunion avec le fabricant Shimano pour le support technique ;
- Test de fatigue en laboratoire sur les câbles et les gaines.

Le sujet est suivi avec beaucoup d'attention. Ces actions nécessitent un certain temps avant d'obtenir une amélioration du ressenti terrain. Par la suite, tout problème relatif au changement de vitesse entrera dans le cadre de la maintenance régulière du parc.

La Présidente remercie M. Greiveldinger pour sa présentation.

Elle rappelle au sujet des vols de vélos qu'il est important que les agents des collectivités ramènent les Velib' abandonnés dans leurs stations. Elle indique aussi que si des opérateurs privés de free-floating laissent leur véhicule dans les stations Velib' Métropole, il est possible de les verbaliser. L'espace public des stations a été concédé à Smovengo exclusivement.

Elle donne ensuite la parole aux membres.

Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) indique qu'elle appelle le centre de contrôle Smovengo dès qu'elle voit des Velib' abandonnés sur son territoire. À chaque fois, on lui demande le numéro de la station qu'il est difficile d'obtenir.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) souligne que dans la présentation, il est indiqué l'usage de 18 000 vélos par semaine. Il demande combien de vélos sont utilisables à l'instant « T » ?

Smovengo a indiqué un taux d'usage des vélos de 85 % : quels sont les 15 % de vélos restants ? Sont-ils inutilisés en stations, abimés ou dégonflés ?

Mme Catherine Pilon (Montreuil) interroge sur les stations « non vides ». Est-ce celles avec un seul vélo restant, peut-être dysfonctionnant ? A son sens, sur 35 bornettes, la disponibilité d'un ou deux vélos n'est pas suffisant. Elle aimerait une analyse sur son territoire heure par heure des stations qui sont régulièrement vides et sur lesquelles il faudrait agir.

Mme Anna Angeli (Le Pré-Saint-Gervais) s'associe aux propos de Mme Pilon pour avoir ce retour sur l'usage des stations Velib' Métropole. Elle indique n'avoir jamais vu une station Velib' Métropole pleine, quelles que soit les heures. Elle questionne aussi sur l'impact de la grève des transports prévue le 5 décembre 2019 pour le service.

La Présidente donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) indique qu'une grève, bien qu'exceptionnelle, est aussi un phénomène normal pour la région Ile-de-France. Il est impossible de transporter l'ensemble des franciliens à vélo ces jours-ci, mais il faut que le niveau de disponibilité des vélos soit impeccable. Si un usager souhaite prendre un vélo, il doit être en bon état de fonctionnement et c'est ce qui est demandé au prestataire. Une information doit être aussi effectuée aux usagers ce jour pour le bon usage de Velib' Métropole : si une station est pleine, l'usager devra déposer son velib' à la station la plus proche. Enfin, il est nécessaire que l'après 5 décembre se déroule bien et que les vélos ne soient pas abandonnés hors stations.

M. Jacques Greiveldinger (Directeur général de Smovengo) répond aux autres questions des membres.

Il indique que le numéro de la station est indiqué sur le totem et sur l'application Android et iOS.

Il précise que 85% des vélos ont circulé sur les trois derniers jours et les 15 % restants concernent des vélos qui n'ont pas bougé faute d'usagers ou qui ne sont pas en état de circuler.

Il rappelle que la diminution du nombre de stations dites « vides » (avec moins de 3 vélos) est un objectif de Smovengo.

Un processus est en cours de création avec le Syndicat afin d'anticiper la grève et les jours suivants. Il insiste sur l'aspect pédagogique à avoir avec les usagers : lors de la grève précédente, plus de 1 000 vélos n'ont pas été rendus en station. Ceux-ci sont souvent perdus et entraînent de mauvais réflexes pour les autres usagers.

La Présidente précise que lors de la précédente journée de grève, il y avait moins de moyens de contrôle du service et des incivilités dus à l'usage de Velib' avec des numéros de cartes bancaires volés. Cela reste un défi pour le service.

La plupart des stations « vides » sont souvent situées en hauteur et sont sujets au besoin de régulation du service. Plus il y aura de vélos sur le terrain, plus la régulation sera performante.

M. Jacques Greiveldinger (Directeur général de Smovengo) rappelle que les stations sont en permanences surveillées, qu'elles soient « vides » ou « pleines ». La principale frustration de l'usager n'est pas tant de ne pouvoir rendre son vélo que de pouvoir en prendre. Smovengo travaille fortement sur les stations presque vides.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) souhaite connaître aussi le nombre de vélos disponibles à l'usager. Le marché en prévoyait un peu moins de 20 000.

M. Jacques Greiveldinger (Directeur général de Smovengo) indique qu'à ce jour, 16 400 vélos sont présents sur le terrain. Le parc au total est de 19 000 vélos environ et ce chiffre va augmenter sur les semaines à venir. Des livraisons de VAE ont eu lieu.

La Présidente remercie l'équipe de Smovengo.

Informations à date sur le service public Autolib'

La Présidente indique que 16 mois après la cessation du service public Autolib', elle n'a pas officiellement l'information sur l'ouverture d'un contentieux entre la société Autolib' et le Syndicat.

Elle rappelle la tenue d'un groupe de travail sur le service Autolib'. Elle ajoute que les justificatifs de la société Autolib' sont toujours examinés afin que le Syndicat puisse faire sa propre estimation du montant de la VNC (Valeur Nette Comptable) et du coût de la résiliation. Elle souhaite que le montant de la VNC des bornes soit déterminé avant les prochaines élections municipales pour que les collectivités deviennent propriétaires de leurs biens de retour.

La CRC (Chambre Régionale des Comptes) a transmis au Syndicat le rapport d'orientation provisoire concernant le Syndicat et celui concernant la société Autolib'. Aucune remarque n'a été faite par le Syndicat. La Présidente a été auditionnée le 21 octobre durant 3 heures et les rapports d'orientations définitifs devraient être transmis avant la fin de l'année. Le Syndicat aura un délai afin d'annexer éventuellement aux rapports une lettre d'observation.

La CRC ne peut rendre public le rapport sur le Syndicat après le 1^{er} décembre au regard de la loi électorale. Si le rapport est rendu public avant le 1^{er} décembre, la Présidente serait obligée de convoquer le Comité syndical afin de le transmettre avant la même date. Il se peut que le rapport concernant la société Autolib' ne soit pas astreint aux mêmes contraintes de publication et soit rendu public par la CRC après le 1^{er} décembre. Dans ce cas, la Présidente souhaiterait le mettre à l'ordre du jour du Comité syndical.

La Présidente rappelle qu'après les élections municipales de 2020, les conseils municipaux devront se réunir rapidement afin de désigner les délégués au Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole et permettre l'élection d'un.e Président.e. Ces échéances ne doivent pas pénaliser le Syndicat dans ses tâches.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h36.

Geneviève Gaillabaud

La Présidente,

Secrétaire de séance

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

DÉLIBÉRATION 2019 30 -

Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo

Séance du Comité Syndical du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA, et remplacé par la Société dédiée Smovengo, par l'avenant n°1 en date du 31 juillet 2017.

Dans le cadre de ce marché, les délais impartis à la Société Smovengo pour la mise en service des prestations prévues à la partie forfaitaire avec notamment 1 050 stations étaient les suivants :

- Au 1^{er} janvier 2018 : la mise en service du dispositif et son ouverture au public, avec *a minima* 50 % du nombre de stations prévues au forfait, soit 525 vélos-stations;
- Au 1^{er} avril 2018 : la mise en service de l'ensemble des stations.

Par Ordre de Service n°3 en date du 29 juin 2017, le Syndicat a commandé 350 stations supplémentaires hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires (BPU) qui devaient être mises en service dans les mêmes conditions que celles prévues au forfait.

Au vu des importantes difficultés rencontrées sur la qualité du service Velib' en 2018, le Syndicat et la Société Smovengo sont convenus en janvier 2019 d'un règlement amiable, global et définitif de leur différend par un protocole transactionnel tenant compte des retards constatés dans l'ouverture des stations, des effets d'un plan d'urgence initié en cours d'année et des difficultés techniques rencontrées par Smovengo dans le déploiement comme de la qualité des prestations en phase d'admission partielle du service global.

Lors de l'exécution de ce marché sur l'année 2019, il a été constaté, d'une part, des retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et, d'autre part, des dysfonctionnements significatifs du système dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib'.

Ces retards et manquements ont été actés dans les procès-verbaux rédigés lors des opérations mensuelles de vérifications des prestations du marché tout au long de l'année 2019.

L'examen de la qualité de service a également fait l'objet de procès-verbaux du Syndicat rédigés sur la base de l'examen mensuel du respect des critères de performance prévus au marché.

En conséquence de ces retards et manquements dans l'exécution des prestations attendues, conformément à l'Annexe 1 au programme fonctionnel définitif – clauses administratives, le Syndicat a notifié à la Société Smovengo les pénalités prévues contractuellement.

Ainsi, afin de sanctionner l'exécution partielle des prestations constatée et le non-respect des critères de performance et de qualité de service lors des opérations de vérification, quatre décomptes provisoires de pénalités d'un million d'euros chacun ont été notifiés au titulaire du marché, la société Smovengo pour la période allant du 1^{er} avril au 31 août 2019.

Afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant à cette période, le Syndicat a émis quatre titres exécutoires.

Les décomptes de pénalités 10 et 11 correspondants respectivement à la période du 1^{er} juin au 30 juin 2019 et à la période du 1^{er} juillet au 31 août 2019 ont été contestés par la société Smovengo par un courrier en réclamation en date du 13 novembre 2019. Le Syndicat n'a pas fait droit à cette réclamation par un courrier en date du 3 décembre 2019.

La société Smovengo a également introduit une requête devant le tribunal administratif de Paris tendant à contester le titre de recettes par le comptable public afférent au décompte de pénalités n°10 correspondant à la période du mois de juin 2019.

Conformément aux possibilités offertes en matière de marché public, la Société Smovengo a transmis à compter de mars 2019 au Syndicat une demande d'acompte mensuel au titre du forfait et du BPU correspondant au douzième des montants prévus annuellement au marché.

Le Syndicat a refusé de régler ces montants d'acompte au regard du service fait et des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel versé à un niveau inférieur à ces demandes.

Sur la base des prestations exécutées, la Société Smovengo a déposé des réclamation-contestations des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars à juillet 2019.

Chaque mois concerné, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché.

Compte tenu de ces importants différends, du souhait partagé d'éviter des contentieux longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir comme en 2018 à un accord sur l'année 2019, le Syndicat et Smovengo se sont rapprochés et sont convenus d'un règlement amiable, global et définitif.

Le Syndicat et la Société Smovengo se sont accordés :

- sur les montants dus au titre du forfait du marché et des stations commandées au bordereau des prix unitaires (BPU),
- sur le montant des pénalités applicables à la Société Smovengo au titre des dysfonctionnements constatés et des conséquences des retards pris dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU,
- sur le montant du forfait du marché public pour l'année 2019 à payer par le Syndicat.

Le présent protocole transactionnel en précise les dispositions par lequel le Syndicat et la société Smovengo consentent mutuellement à :

- Renoncer à toute instance et action réciproque en cours et ultérieure entre elles concernant l'objet du présent protocole ;
- Fixer le montant du forfait du marché pour l'année 2019 à la somme de 30 593 060,06 euros hors taxes et hors indexation, soit 32 092 120 euros HT après indexation (indice révision 1,049), et d'ajuster en conséquence, par avenant, le montant global du marché à prix forfaitaire tel que fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement ; le montant du forfait restant inchangé pour les autres années d'exécution du marché à 31 880 000 euros hors taxes et hors indexation ;
- Fixer le montant à payer par le Syndicat au titre de la commande au bordereau des prix unitaires, par l'ordre de service n° 3 en date du 29 juin 2017, de 350 stations hors Paris et de 10 850 points d'accroches à la somme de 7 334 148,90 euros hors taxe et hors indexation, soit 7 693 522,20 euros HT après indexation (indice révision 1,049) ;
- Fixer le montant des pénalités appliquées en 2019 à la Société Smovengo, prévues à l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif Clauses administratives, tous motifs confondus, notamment au titre des dysfonctionnement constatés et des retards dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU pour les commandes émises jusqu'au 30 juin 2017, à la somme globale et forfaitaire de 4 000 000 euros hors taxes, tenant compte des opérations de vérifications effectuées et des procès-verbaux des critères de performance établis en 2019 ;
- Ajuster le montant global du marché public par voie d'avenant conclu par les parties en présence ;

La Société Smovengo par courrier en date du 4 décembre 2019 a fait état de son accord sur les termes de ce projet de protocole.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

DÉLIBÉRATION 2019 30 -

Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo

Séance du Comité Syndical du 12 décembre 2019

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu le marché n° VM201701-1 notifié par le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole le 9 mai 2017 au groupement SMOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service, et ses cinq avenants ;

Vu les articles 2044 et suivants du Code Civil ;

Vu l'avis favorable du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation ;

Considérant le montant dudit marché pour la partie forfaitaire fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement, modifié par l'avenant n°5, ce qui correspond annuellement à un montant de 31 880 000 euros HT hors révision de prix,

Considérant l'Ordre de Service n° 3 du 29 juin 2017 portant commande de 350 stations hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires et les délais impartis pour la mise en place de l'ensemble des stations,

Considérant les importantes difficultés rencontrées sur la qualité du service Velib' en 2018 et le protocole transactionnel de janvier 2019 constatant le règlement amiable, global et définitif du différend entre le Syndicat et la société Smovengo,

Considérant la prise en compte par ce protocole transactionnel des retards constatés dans l'ouverture des stations, des effets du plan d'urgence initié en 2018 et des difficultés techniques rencontrées par Smovengo dans le déploiement comme de la qualité des prestations en phase d'admission partielle du service global,

Considérant les retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au BPU avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et les dysfonctionnements significatifs du service dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib' sur l'année 2019,

Considérant que ces retards et manquements ont été actés, tout au long de l'année 2019, dans les procès-verbaux rédigés lors des opérations mensuelles de vérifications des prestations du marché et dans les procès-verbaux constatant la qualité de service à partir de l'examen mensuel du respect des critères de performances,

Considérant l'exécution partielle des prestations et le non-respect des critères de performance et de qualité de service, quatre décomptes provisoires de pénalités d'un million d'euros chacun ont été notifiés au titulaire du marché, la société Smovengo, pour la période allant du 1^{er} avril au 31 août 2019,

Considérant l'émission de quatre titres exécutoires par le Syndicat afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant à cette période,

Considérant la contestation par un courrier en réclamation en date du 13 novembre 2019 par la société Smovengo des décomptes de pénalités 10 et 11 correspondants respectivement à la période du 1^{er} juin au 30 juin 2019 et à la période du 1^{er} juillet au 31 août 2019 et le refus du Syndicat de faire droit à cette réclamation par un courrier en date du 3 décembre 2019,

Considérant la demande du titulaire du marché d'acompte mensuel au titre du forfait et du BPU correspondant au douzième des montants prévus annuellement au marché de la société Smovengo et du refus du Syndicat de régler à compter de mars 2019 ces montants d'acomptes au regard du service fait et des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et de montants de l'acompte mensuel versés à un niveau inférieur à ces demandes,

Considérant les réclamations contestations de la part de la société Smovengo des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars à juillet 2019,

Considérant la confirmation de la position du Syndicat sur le montant des acomptes notifiés au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché,

Considérant la requête n°1925283 contestant le titre de recettes émis par le comptable public afférent au décompte de pénalités n°10, correspondant à la période du mois de juin 2019, introduite par la société Smovengo auprès du tribunal administratif de Paris,

Considérant ces importants différends, du souhait partagé d'éviter des contentieux longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir comme en 2018, à un accord sur l'année 2019, le Syndicat et Smovengo se sont rapprochés et sont convenus d'un règlement amiable, global et définitif par un protocole transactionnel entre le Syndicat et la société Smovengo,

Considérant que sous réserve de l'approbation du présent protocole, le montant global du marché sera corrigé par voie d'avenant pour constater sa diminution de 0,28% du fait de la baisse des montants payés par le Syndicat à Smovengo pour l'année 2019, soit – 2,5% par rapport au montant initial du marché,

Considérant l'accord de principe sur les termes du projet de protocole exprimé par la Société Smovengo par courrier en date du 4 décembre 2019,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE le protocole transactionnel ci-annexé,

Article 2 : AUTORISE Madame la Présidente du Syndicat à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de ce protocole,

Article 3 : DIT que les dépenses et recettes correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
(Articles 2044 et suivants du Code Civil)

Marché N°VM 201701-1 portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS)

ENTRE, D'UNE PART :

Le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole sis 82 Boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS représenté par Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, en sa qualité de Présidente, dûment habilitée à signer le présent accord par la délibération n°2019- 09 du Comité syndical en date du 12 décembre 2019. (Annexe 1)

Ci-après dénommée « *le Syndicat* »

ET D'AUTRE PART :

La société SMOVENGO, Société par Actions Simplifiée au capital de 6 312 000 euros, ayant son siège social 1 avenue du Général de Gaulle - 92074 PARIS la Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 830 888 640, représentée par son Directeur Général, M. Jacques GREIVELDINGER.

Ci-après dénommée « *la Société Smovengo* »

IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE CE QUI SUIIT :

1. —

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié, le 9 mai 2017, le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

2. —

Dans le cadre de ce marché, un délai contractuellement prévu était imparti à la Société Smovengo pour réaliser la mise en service des stations de vélos.

Plus précisément, le Programme Fonctionnel Définitif Clauses Administratives (ci-après PFDA) ainsi que le mémoire technique de la Société Smovengo engageaient la société à respecter les délais suivants :

- Au 1^{er} janvier 2018 : la mise en service du dispositif, c'est-à-dire son ouverture au public, avec *a minima* 50 % du nombre de stations prévues au forfait, soit 525 vélos-stations ;
- Au 1^{er} avril 2018 : la mise en service de l'ensemble des stations.

Par Ordre de Service n°3 du 29 juin 2017, il a été commandé 350 stations hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires.

3. —

Ce marché a fait l'objet de cinq avenants.

Par un avenant du 31 juillet 2017 (« Avenant n°1 au Marché n° VM201701-1 »), le groupement SMOOVENGO a été substitué par la société dédiée SMOVENGO, qui a repris l'ensemble des droits et obligations issus du Marché.

Par avenant du 20 septembre 2017 (« Avenant n°2 au Marché n°VM201701-1 »), le bordereau des prix unitaires a été complété, sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant du 21 décembre 2017 (« Avenant n°3 au Marché n°VM201701-1 »), des modifications statutaires du titulaire du marché ont été actées.

Par un avenant du 14 décembre 2018 (« Avenant n°4 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités financières de l'exécution du marché ont été précisées.

Par un avenant du 8 février 2019 (« Avenant n°5 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire global du prix du marché a été arrêté au vu du protocole transactionnel fixant son montant pour l'année 2018.

4. —

Avec l'avenant n°5 du 8 février 2019, au regard du service fait constaté en 2018, par un protocole transactionnel signé entre les parties le 1^{er} février 2019, le montant annuel du marché au titre du forfait, tel que détaillé dans l'annexe 2 du mémoire technique ("réponse financière - F. Prix proposé"), à payer par le Syndicat, fixé initialement à 31 880 000 euros hors taxes a été modifié pour l'année 2018 et fixé à 21 208 587,18 euros hors taxes et hors indexation.

Le montant forfaitaire annuel pour les autres années d'exécution du marché est demeuré inchangé et fixé à 31 880 000 euros hors taxes et hors révision de prix.

En conséquence, le montant global forfaitaire du marché fixé à l'article 4.2.1. de l'acte d'engagement, qui était initialement de 478 200 000 euros hors taxes et hors révision de prix, a été modifié pour tenir compte de la modification du montant annuel pour 2018 et a été fixé à 467 528 587,18 euros hors taxes et hors révision de prix soit une diminution de - 2,23 %.

5. —

Lors de l'exécution de ce marché sur l'année 2019, il a été constaté, d'une part, des retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au Bordereau de Prix Unitaires (ci-après BPU) avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et, d'autre part, des dysfonctionnements significatifs du système dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib'.

Ces retards et manquements ont été actés dans les procès-verbaux mensuels (Annexes 2) rédigés lors des opérations de vérifications des prestations du marché au 1^{er} février 2019 (PV n° 14) jusqu'à celui établi au 1^{er} décembre 2019 (PV n°24).

L'examen de la qualité de service a fait l'objet de procès-verbaux du Syndicat rédigés sur la base des procès-verbaux mensuels des critères de performance à compter d'avril 2019 (PV 2019-07) à novembre 2019 (PV 2019-13) (Annexes 3).

6. —

Etant donné les retards et, principalement, les difficultés d'exploitation du service liés aux dysfonctionnements constatés, le Syndicat n'a eu d'autres choix que d'appliquer des pénalités à la Société Smovengo, conformément à l'Annexe 1 au programme fonctionnel définitif – clauses administratives.

En effet, afin de sanctionner l'exécution partielle des prestations constatée et le non-respect des critères de performance et de qualité de service lors des opérations de vérifications, le Syndicat a notifié quatre décomptes provisoires de pénalités à la société Smovengo :

- Le décompte n°8 en date du 7 juin 2019 correspondant à la période allant du 1^{er} avril 2019 au 30 avril 2019, notifié le 7 juin 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4a) ;

- Le décompte n°9 en date du 20 juin 2019 correspondant à la période allant du 1er mai 2019 au 31 mai 2019, notifié le 5 juillet 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4b) ;
- Le décompte n°10 en date du 18 septembre 2019 correspondant à la période allant du 1er juin 2019 au 30 juin 2019, notifié le 23 septembre 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4c) ;
- Le décompte n°11 en date du 24 octobre 2019 correspondant à la période allant du 1er juillet 2019 au 31 août 2019, notifié le 25 octobre 2019 et appliquant une pénalité de 1 000 000 euros (Annexe 4d) ;

Rappelant notamment que les pénalités ne peuvent être appliquées qu'en cas d'aléas ou de retards ne relevant pas du titulaire du marché, la Société Smovengo a contesté les décomptes 10 et 11 d'acomptes de pénalités par un courrier en réclamation du 13 novembre 2019 (Annexe 5).

Par une lettre du 3 décembre 2019, le Syndicat n'a pas fait droit aux mémoires en réclamation susvisés (Annexe 6).

7. —

Afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant aux périodes allant du 1^{er} avril 2019 au 31 août 2019, le Syndicat a émis quatre titres exécutoires (Annexes 7).

8. —

Le 29 mars 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de mars 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 8).

Par lettre du 24 avril 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de mars 2019 à la somme de 1,8 Million d'euros HT (Annexe 9).

Le 29 avril 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois d'avril 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 10).

Par lettre du 16 mai 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois d'avril 2019 à la somme de 2.5 Millions d'euros HT. (Annexe 11).

Le 29 mai 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de mai 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 12).

Par lettre du 3 juin 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de mai 2019 à la somme de 2.5 Millions d'euros HT. (Annexe 13).

Le 1er juillet 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de juin 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 14).

Par lettre du 12 juillet 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de juin 2019 à la somme de 3 Millions d'euros HT (Annexe 15).

Le 29 juillet 2019, la Société Smovengo a déposé, *via* Chorus, une demande d'acompte mensuel d'un montant de 3 457 136,85 euros HT au titre de l'acompte mensuel du mois de juillet 2019, soit 2 786 843,33 euros HT au titre du forfait et 670 293,52 euros HT au titre du BPU (Annexe 16).

Par lettre du 2 août 2019, le Syndicat a refusé de régler cet acompte au regard du service fait et notamment des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel au titre du mois de juillet 2019 à la somme de 3 250 000 euros HT. (Annexe 17).

9. —

Sur la base des prestations exécutées, par courrier en date du 26 juin 2019, la Société Smovengo a déposé une réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019 (Annexe 18).

Par lettre du 8 juillet 2019, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019 au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché (Annexe 19).

Sur la base des prestations exécutées, par courrier en date du 29 juillet 2019, la Société Smovengo a déposé une réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019 (Annexe 20).

Par lettre du 9 octobre 2019, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019 au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché (Annexe 21).

Sur la base des prestations exécutées, par courrier en date du 2 octobre 2019, la Société Smovengo a déposé une réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019 (Annexe 22).

Par lettre du 9 octobre 2019, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019 au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché (Annexe 23).

10. —

Jugeant les pénalités susvisées contestables, la Société Smovengo a introduit un recours devant le Tribunal administratif de Paris. La requête contestant le titre de recettes par le comptable public, afférent au décompte de pénalités n°10, correspondant à la période du mois de juin 2019, a été enregistrée sous le numéro 1925283 par le Tribunal administratif de Paris (Annexe 24).

En ces circonstances, eu égard au litige d'ores et déjà caractérisé qu'a généré la succession des difficultés entre les parties, celles-ci entendent aujourd'hui, par leur volonté concordante, trouver une issue amiable à ce litige, fondant le présent accord.

La société Smovengo conserve, quant à elle, sa liberté d'action et de contestation aux fins d'indemnisation du préjudice subi par elle à l'occasion des dégradations et détériorations causées à ses installations et matériels et autres préjudices liés, à l'occasion des manifestations et attroupements au cours des week-ends à compter du 24 novembre 2018.

Compte tenu des prétentions sérieuses des parties, du souhait d'éviter des contentieux nécessairement longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir à un accord sur un différend né dans le cadre de l'exécution d'un marché public, les parties se sont rapprochées et sont convenues des modalités d'un règlement amiable, global et définitif du présent litige, sans aucune reconnaissance de la responsabilité réciproque.

11. —

Il s'agit pour les parties de parvenir à un accord concernant les montants dus au titre du forfait du marché et des stations commandées au bordereau des prix unitaires (BPU), ainsi que le montant des pénalités applicables à la Société Smovengo au titre des pénalités de retard dans la mise en service tel que prévu au marché et des pénalités liées aux critères de performance et à la qualité d'exécution du service pour l'année 2019.

Le présent contrat constitue une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil en ce qu'il règle le litige né entre les parties, de sorte que chacune des parties signataires renonce à toute instance ou action en paiement à l'encontre de l'autre au titre de l'exécution des prestations réalisées et de la situation d'enrichissement sans cause ou de droit à dommages et intérêts qui s'ensuivraient.

Les stipulations du présent protocole d'accord modifiant le montant total du marché, raison pour laquelle ces modifications contractuelles sont récapitulées dans un document annexé au présent protocole (et intitulé « *Avenant n°6* » (Annexe 25).

CECI EXPOSÉ, IL A DONC ETE ARRETE ET CONVENU DANS LES TERMES DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 2044 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} - Objet

L'objet du présent protocole transactionnel vise à mettre un terme définitif au différend, tel que défini en préambule, né dans le cadre de l'exécution du marché public conclu par le Syndicat Autolib' Velib' Métropole (ci-après Syndicat) avec la Société Smovengo relatif à la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service.

ARTICLE 2- Concessions réciproques

Afin de mettre un terme à leur différend résultant des conditions d'exécution du marché pour l'année 2019, les parties arrêtent les concessions réciproques et équilibrées qui suivent :

Le Syndicat ainsi que la Société Smovengo consentent mutuellement par le présent protocole à :

- Renoncer à toute instance et action réciproque en cours et ultérieure entre elles concernant l'objet du présent protocole ;
- Fixer le montant du forfait du marché public pour l'année 2019, tel que détaillé à l'annexe financière du mémoire technique, à payer par le Syndicat, à la somme de 30 593 060,06 euros hors taxes et hors indexation, soit 32 092 120 euros HT après indexation (indice révision 1,049), et d'ajuster en conséquence, par avenant, le montant global du marché à prix forfaitaire tel que fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement ; le montant du forfait restant inchangé pour les autres années d'exécution du marché à 31 880 000 euros hors taxes et hors indexation ;
- Fixer le montant à payer par le Syndicat au titre de la commande au bordereau des prix unitaires, par l'ordre de service n° 3 en date du 29 juin 2017, de 350 stations hors Paris et de 10 850 points d'accroches à la somme de 7 334 148,90 euros hors taxe et hors indexation, soit 7 693 522,20 euros HT après indexation (indice révision 1,049) ;
- Fixer le montant des pénalités appliquées en 2019 à la Société Smovengo, prévues à l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif Clauses administratives, tous motifs confondus, notamment au titre des dysfonctionnement constatés et des retards dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU pour les commandes émises jusqu'au 30 juin 2017, à la somme globale et forfaitaire de 4 000 000 euros hors taxes, tenant compte des opérations de vérifications effectuées et des procès-verbaux des critères de performance établis en 2019 ;
- Ajuster le montant global du marché public par voie d'avenant conclu par les parties en présence (Annexe 25).

ARTICLE 3 - Renoncement mutuel à toute instance

Au titre du présent protocole, chacune des deux parties s'engage à renoncer à former toutes instances et actions en paiement à l'encontre de l'autre partie au titre du montant du marché pour l'année 2019 pour la partie forfaitaire ainsi que pour les stations commandées au bordereau des prix unitaires et au titre des pénalités de retard, tous motifs confondus, appliquées à la Société Smovengo pour l'année 2019.

Moyennant la parfaite exécution du présent accord intervenu librement après négociation entre les parties, celles-ci renoncent à tous les droits et actions qu'elles pourraient tenir et s'engagent à n'exercer aucune action ou recours judiciaire par tous moyens et voies de droit ordinaires ou extraordinaires, pour les questions entrant dans le champ d'application du présent accord.

Par suite, la signature du présent protocole emporte le désistement d'instance et d'action réciproque, chacune des parties se déclarant remplie de ses droits et renonçant à tous droits, actions et prétentions concernant l'objet du présent protocole.

ARTICLE 4 - Le maintien des garanties

De façon expresse, les parties conviennent que les renonciations évoquées aux articles précédents ne sauraient inclure les éventuelles actions, instances ou autres réclamations relatives à l'application des garanties dues au titre des travaux de voirie et de l'exploitation du service Velib', au titre de la responsabilité contractuelle de la Société Smovengo du fait des livraisons ou prestations réalisées dans le cadre du marché public en cause.

La Société Smovengo reconnaît par la présente transaction que le Syndicat conserve néanmoins tous les droits et toutes les possibilités d'action qui pourraient naître postérieurement à la réception des prestations et notamment que le Syndicat est en droit de bénéficier des garanties sus-évoquées.

ARTICLE 5 – Caractère exécutoire du protocole

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par le Syndicat à la Société Smovengo, après accomplissement des formalités de transmission au contrôle de légalité.

ARTICLE 6 : Situation des entreprises

La Société Smovengo, signataire du présent accord, garantit que rien dans sa situation juridique ne lui interdit de conclure le présent protocole et qu'elle n'est pas en état de cessation de paiements ni l'objet de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

ARTICLE 7 – Consentement des parties

Les parties déclarent avoir fait une lecture attentive du présent protocole et s'engagent à exécuter de bonne foi la présente transaction établie conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil.

ARTICLE 8 – Autorité de la transaction

La présente transaction, en application des articles 2044 et suivants du Code civil et plus particulièrement de l'article 2052 du Code civil, fera obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

En signant le présent protocole, les parties ont en effet entendu mettre un terme définitif à tout différend né ou à naître relativement aux faits et à la situation sus-exposés. Les parties s'engagent à ne pas remettre en cause les accords intervenus aux présentes.

Les stipulations de la présente convention prévalent sur toutes stipulations du marché public N°VM 201701-1 portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service qui lui serait contraire.

En revanche, l'intégralité des stipulations contractuelles, qui ne sont pas directement remises en cause par les accords précités, reste inchangée et demeure en vigueur.

ARTICLE 9– Droit applicable et juridiction

Les Parties conviennent expressément que le présent protocole transactionnel est soumis au droit français.

Les Parties conviennent de s'efforcer de régler à l'amiable les différends qui pourraient survenir concernant l'exécution des présentes. Les éventuels différends, contestations ou litiges qu'elles ne pourraient régler à l'amiable concernant les présentes, leur interprétation, leur exécution ou leur résiliation, seront soumis à l'examen du tribunal administratif de Paris.

Fait à, le

Fait à, le

Pour le Syndicat
Sa Présidente

Pour la Société Smovengo
Son Directeur Général

En deux exemplaires originaux, dont un remis, après signature à chacune des parties.

Annexes :

1. **Annexe 1 :** Délibération n° 2019-09 du comité syndical du 12 décembre 2019
2. **Annexes 2 :** Procès-verbaux mensuels de vérification des prestations du marché
 - Annexe 2a : PV n°14 au 1^{er} février 2019
 - Annexe 2b : PV n°15 au 1^{er} mars 2019
 - Annexe 2c : PV n°16 au 1^{er} avril 2019
 - Annexe 2d : PV n°17 au 1^{er} mai 2019
 - Annexe 2e : PV n°18 au 1^{er} juin 2019
 - Annexe 2f : PV n°19 au 1^{er} juillet 2019
 - Annexe 2g : PV n°20 au 1^{er} août 2019
 - Annexe 2h : PV n°21 au 1^{er} septembre 2019
 - Annexe 2i : PV n°22 au 1^{er} octobre 2019
 - Annexe 2j : PV n°23 au 1^{er} novembre 2019
 - Annexe 2k : PV n°24 au 1^{er} décembre 2019
3. **Annexes 3 :** Procès-verbaux mensuels des critères de performance
 - Annexe 3a : PV n°7 pour les mois d'avril et mai 2019
 - Annexe 3b : PV n°9 pour le mois de juin 2019
 - Annexe 3c : PV n°10 pour le mois de juillet et août 2019
 - Annexe 3d : PV n°11 pour le mois de septembre 2019
 - Annexe 3e : PV n°12 pour le mois d'octobre 2019
 - Annexe 3f : PV n°13 pour le mois novembre 2019
4. **Annexes 4 :** Décomptes provisoires de pénalités
 - Annexe 4a : décompte de pénalités n°8
 - Annexe 4b : décompte de pénalités n°9
 - Annexe 4c : décompte de pénalités n°10
 - Annexe 4d : décompte de pénalités n°11
5. **Annexe 5 :** Courrier en réclamation-contestation des décomptes provisoires de pénalités 10 et 11.
6. **Annexe 6 :** lettre du Syndicat en réponse au courrier portant réclamation-contestation de Smovengo relatifs aux décomptes provisoires de pénalités 10 et 11.
7. **Annexes 7 :** 4 titres exécutoires correspondant aux périodes allant du 1^{er} avril 2019 au 31 août 2019.
 - Annexe 7 a : titre exécutoire avril 2019
 - Annexe 7 b : titre exécutoire mai 2019
 - Annexe 7 c : titre exécutoire juin 2019
 - Annexe 7 d : titre exécutoire juillet-août 2019
8. **Annexe 8 :** Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de mars 2019.
9. **Annexe 9 :** Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de mars 2019.

10. **Annexe 10** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois d'avril 2019.
11. **Annexe 11** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois d'avril 2019.
12. **Annexe 12** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de mai 2019.
13. **Annexe 13** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de mai 2019.
14. **Annexe 14** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de juin 2019.
15. **Annexe 15** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de juin 2019.
16. **Annexe 16** : Demande d'acompte déposée par la société Smovengo via Chorus pour le mois de juillet 2019.
17. **Annexe 17** : Lettre du syndicat arrêtant le montant d'acompte pour le mois de juillet 2019.
18. **Annexe 18** : Courrier de la Société Smovengo en date du 26 juin 2019 portant réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019.
19. **Annexe 19** : Réponse du Syndicat en date du 8 juillet 2019 confirmant sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars et avril 2019.
20. **Annexe 20** : Courrier de la Société Smovengo en date du 29 juillet 2019 portant réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019.
21. **Annexe 21** : Réponse du Syndicat en date du 9 octobre 2019 confirmant sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mai et juin 2019.
22. **Annexe 22** : Courrier de la Société Smovengo en date du 2 octobre 2019 portant réclamation-contestation des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019.
23. **Annexe 23** : Réponse du Syndicat en date du 9 octobre 2019 confirmant sa position et le montant des acomptes notifiés par le Syndicat au titre du mois de juillet 2019.
24. **Annexe 24** : Requête n°1925283 de la société Smovengo, en contestation du décompte des pénalités n°10, correspondant à la période du mois de juin 2019.
25. **Annexe 25** : Avenant 6 au marché public N°VM 201701-1 fixant le montant global du marché public.

**DELIBERATION 2019 31 –
Modification de la délibération 2010 008 relative aux méthodes
d’amortissement du Syndicat**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conformément aux dispositions de l'article L.2321-2-27° du Code Général des Collectivités Territoriales, le Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole est tenu de procéder à l'amortissement des biens, en fixant les méthodes d'amortissement à appliquer à chaque catégorie de biens.

La présente délibération vient compléter la délibération 2010 0008 du 25 février 2010 « régime d'amortissement des biens » car il s'avère nécessaire d'intégrer aux méthodes d'amortissement la catégorie « Autres Immobilisations corporelles » et de définir la durée d'amortissement de cette catégorie.

Je vous prie, mes cher·e·s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DELIBERATION 2019 31 –
Modification de la délibération 2010 008 relative aux méthodes
d'amortissement du Syndicat**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris, autorisant la création du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu la délibération n° 2010 008 du 25 février 2010 relative au régime d'amortissement des biens ;

Considérant qu'il est nécessaire d'intégrer aux méthodes d'amortissement la catégorie « Autres Immobilisations corporelles » et de fixer la durée d'amortissement ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE d'intégrer la catégorie « Autres Immobilisations corporelles » aux méthodes d'amortissement.

Article 2 : DECIDE de fixer la durée d'amortissement de cette catégorie à cinq ans.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

**DELIBERATION 2019 32 –
Modification des montants des contributions 2019 au Syndicat**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

Afin de garantir l'équilibre du budget principal, une contribution de 2 600 € par station arrêtée au 25 juin 2018 avait été votée lors de la séance du Comité syndical du 14 décembre 2018.

A la vue de l'exécution de l'année 2019 il est proposé d'abaisser le montant initialement voté de cette contribution pour le fonctionnement du Syndicat de 2 400 € à 2 000 € par station.

Par conséquent, la contribution totale pour l'année 2019 sera de 5 600 € par station arrêtée au 25 juin 2018.

Les montants des contributions obligatoires au budget annexe de la régie Velib' pour 2019 sont modifiés, cela pour tenir compte des derniers accords avec le titulaire du marché et l'évolution des recettes usagers.

- Pour la Ville de Paris : 19 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris : 9 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Je vous prie, mes cher·e·s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DELIBERATION 2019 32 –
Modification des montants des contributions 2019 au Syndicat
Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment les articles 8-1, 8-2 et 14 ;

Vu la délibération n°2018-33 relative à l'approbation des montants des contributions 2019 au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole du 14 décembre 2018 ;

Vu la délibération n°2019-07 relative à la modification des montants des contributions 2019 au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole du 15 mars.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2019 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 5 600 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

- 2 000 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € pour la couverture des provisions.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2019 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 19 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris : 9 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

**DÉLIBÉRATION 2019 33 -
Décision modificative n°2 du budget annexe 2019 Régie Velib'**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le budget Velib' 2019 a enregistré une première décision modificative en date du 19 septembre 2019.

Toutefois, à la suite d'un certain nombre d'éléments nouveaux venant impacter l'exécution budgétaire 2019, il s'avère nécessaire de procéder à des ajustements budgétaires :

En dépenses de fonctionnement :

- Baisse de la dépense à verser au titulaire du marché : - 2 000 000 euros consécutivement aux dysfonctionnements constatés et à l'absence de service fait dans sa totalité.
- Inscription de : + 60 000 euros permettant de procéder aux remboursements des frais engagés par le budget principal pour le compte du budget Velib'.
- Inscription de : + 732 000 euros permettant de financer une augmentation du nombre de vélos électriques faisant passer la part minimum de 30 à 35 %.
- Baisse des charges exceptionnelles de : - 651 584,27 euros (changement d'imputation)
- Inscription compensatoire en charges à caractère générale : + 651 584,27 euros

En recettes de fonctionnement :

- Les pénalités appliquées au titulaire du marché sont de nouveau augmentées : +1 000 000 euros et donc portées en totalité à : 4 000 000 euros sur l'exercice 2019.
- Les prévisions de recettes usagers sont diminuées de 1 000 000 euros afin de faire basculer la quote-part des recettes de 2020 en 2019 (abonnements annuels).
- Les contributions des collectivités sont baissées de 1 208 000 euros. Cette baisse est consécutive à la non ouverture de certaines stations en 2019 et à la diminution de 300 euros du montant des contributions 2019.

En dépenses et recettes d'investissement :

70 000 euros sont inscrits en dépenses et en recettes d'investissement pour le traitement des cautions lors des neutralisations de stations à la demande d'un tiers.

Le budget total de l'exercice après la présente DM est de ce fait modifié passant ainsi d'un budget initial de 44 193 329,24 euros en dépenses et en recettes, à un budget de 43 058 329,24 euros soit : - 1 138 000 euros.

Ainsi après l'affectation au budget 2019 des recettes et dépenses de fonctionnement énoncées dans le cadre de cette décision modificative les sections de fonctionnement et d'investissement seront en équilibre.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DÉLIBÉRATION 2019 33 -
Décision modificative n°2 du budget annexe 2019 Régie Velib'**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole ;
Vu la délibération 2019-08 du 15 mars 2019 adoptant le budget annexe régie Velib' 2019 ;
Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 19 septembre 2019 ;
Vu la délibération 2019-09 du 19 septembre 2019 adoptant la décision modificative N°1 du budget annexe régie Velib' 2019 ;
Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 12 décembre 2019 ;
Considérant que l'exécution du budget annexe 2019 nécessite d'ajuster les crédits inscrits en section de fonctionnement en dépenses et recettes ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 2 du budget annexe 2019 régie Velib' arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	611	2 000 000,00 €	1 383 584,27 €		
011	62878		60 000,00 €		
011	678	651 584,27 €			
70	70688			1 000 000,00 €	
74	74748			1 008 000,00 €	
74	74758			200 000,00 €	
77	7711				1 000 000,00 €
TOTAL		2 651 584,27 €	1 443 584,27 €	2 208 000,00 €	1 000 000,00 €

Section d'Investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
16	165		70 000,00 €		70 000,00 €
TOTAL		0,00 €	70 000,00 €	0,00 €	70 000,00 €

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

**DÉLIBÉRATION 2019 34 -
Décision modificative n°1 du budget principal 2019**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

Plusieurs éléments sont venus impacter l'exécution budgétaire 2019 et engendrent l'obligation de procéder à des ajustements budgétaires :

En dépenses de fonctionnement :

- Baisse des charges exceptionnelles : - 380 000 euros ;
- Baisse des prestations de service : - 3 910 euros ;
- Baisse du virement à la section d'investissement : - 12 100 euros ;
- Augmentation de la dotation aux amortissements : + 10 400 euros ;
- Inscription relative au prélèvement à la source : + 10 euros.

En recettes de fonctionnement :

- Remboursement des frais engagés pour le compte du budget annexe : + 60 000 euros, cela permettra notamment la refacturation du nouveau loyer ;
- Baisse des contributions des collectivités : - 445 600 euros

A la suite de ces différents ajustements les contributions pour le fonctionnement du syndicat sont diminuées, passant de 2 400 € par station à 2 000 € par station arrêtée au 25 juin 2018.

Le budget total de fonctionnement de l'exercice après la présente DM s'en trouve modifié passant d'un budget de 13 583 068,58 euros à 13 197 468,58 euros soit : – 385 600 euros.

En recettes d'investissement :

- Virement de la section de fonctionnement : - 12 100 euros ;
- Amortissements des immobilisations : + 10 400 euros ;
- Produits de cessions des immobilisations : +1 700 euros.

Ainsi après l'affectation au budget 2019 des recettes et dépenses de fonctionnement et d'investissement énoncées dans le cadre de cette décision modificative les sections de fonctionnement et d'investissement seront en équilibre.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DÉLIBÉRATION 2019 34 -
Décision modificative n°1 du budget principal 2019**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole ;
Vu la délibération 2019-08 du 15 mars 2019 adoptant le budget principal 2019 ;
Considérant que l'exécution du budget annexe 2019 nécessite d'ajuster les crédits inscrits en section de fonctionnement et en section d'investissement en dépenses et recettes ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,
ADOpte** la décision modificative n°1 du budget principal 2019 arrêtée comme suit :

Section de fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	6126	3 910 €			
011	678	380 000 €			
65	65888		10 €		
023	023	12 100 €			
68	6811		10 400 €		
70	70841				60 000 €
74	74748			445 600 €	
TOTAL		396 010 €	10 410 €	445 600 €	60 000 €

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
024	024				1 700€
021	021			12 100€	
040	28051				7 020€
040	28183				3 380€
TOTAL				12 100€	12 100€

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

**DELIBERATION 2019 35 –
Approbation des montants des contributions 2020 au Syndicat**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

S'agissant du budget principal, le Syndicat a résilié depuis le 25 juin 2018 la délégation de service public qu'il avait avec la société Autolib'.

Afin de couvrir les dépenses récurrentes (remboursement d'emprunt, charges de fonctionnement du Syndicat), et les provisions il est proposé aux membres du Syndicat, une contribution en 2020 d'un montant de 5 900 € par station (2 300 € pour le fonctionnement et 3 600 € pour les provisions).

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2020.

S'agissant du budget annexe Velib', les montants des contributions obligatoires sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' soit 500 € par station pour une équivalence de 200 stations. Et 3,9 M€ pour l'exploitation du service Velib', soit un total de 4 M€ comme prévu dans le cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2020.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DELIBERATION 2019 35 –
Approbation des montants des contributions 2020 au Syndicat**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment les articles 8-2, 8-3 et 14 ;

Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2020 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 5 900 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

- 2 300 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € pour la couverture des provisions.

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2020.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2020 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'. Et 3,9 M€ pour l'exploitation du service Velib', soit un total de 4 M€ comme prévu dans le cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2020.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12e arrondissement

**DÉLIBÉRATION 2019 36 –
Approbation du budget primitif 2020 - Budget annexe**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le budget primitif 2020 budget annexe du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole a pour objet de prévoir et d'autoriser les recettes et dépenses de la compétence optionnelle Velib' gérée sous forme d'une régie dotée de l'autonomie financière.

BUDGET ANNEXE de la Régie Autonome Velib'

Le budget annexe Velib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Velib' dans le cadre du marché public en cours.

**Dépenses de fonctionnement
(46 958 310 €)**

• **Dépenses réelles de fonctionnement (46 940 810 €) :**

Le paiement annuel de la prestation au forfait marché Velib' pour 1 050 stations
33 601 520 € soit 71,58 % des dépenses réelles

Le marché Velib' prévoit un versement sur 15 ans de 478,2 M€ HT, soit un montant annuel à verser de 31,88 M€. Ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,054 pour 2020.

Le paiement annuel de la prestation au BPU soit 350 stations hors Paris commandées et 10 850 points d'accroche
8 081 861,20 € soit 17,22% des dépenses réelles

Le marché Velib' prévoit un versement annuel de 7 667 800 € HT, ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,054 pour 2020.

Les prestations complémentaires
774 618,80 € soit 1,65% des dépenses réelles

Les prestations particulières réalisées à la demande des communes ou du syndicat sont prévisibles. Elles sont possibles dans le cadre du marché Velib' sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités.

Ce poste budgétaire 2020 intègre la création de six stations supplémentaires.

Et 450 000 € correspondent au coût d'exploitation annuel pour les 5% de vélos électriques supplémentaires.

Autres charges à payer au titulaire du marché

2 800 000 € soit 5,97 % des dépenses réelles dont :

- 1 600 000 € au titre de l'intéressement sur les recettes 2019, ce poste est en augmentation car les recettes 2019 ont triplé par rapport à 2018.
- 1 200 000 € au titre de l'indemnisation pour les volés et vandalisés, ce montant est capé à 10 % de la flotte de vélos en moyenne sur l'année.

Les charges du personnel affecté (579 000 €) à la Collectivité et le remboursement du personnel mutualisé (820 000€)

1 399 000 € soit 2,98 % des dépenses réelles

La masse salariale globale du Syndicat (budget principal et budget annexe) représente 1 802 650 € en 2020 contre 1 906 400 € en 2019 soit une baisse 5,44 %.

La répartition de la masse salariale entre les deux budgets a été revue en 2020, l'inscription sur le budget général augmente alors que celle sur le budget annexe diminue. La refacturation entre les deux budgets est, elle aussi, ajustée pour tenir compte de cette nouvelle répartition.

Les charges de gestion courante réalisées sur le Budget Autolib' pour le compte du budget annexe (refacturation)

184 000 € soit 0,39 % des dépenses réelles.

Autres charges (les dépenses de prestation de service, études et honoraires)

99 810 € soit 0,21 % des dépenses réelles

Ce poste comprend les honoraires, les dépenses de conseils juridiques, d'assistance à maîtrise d'œuvre et de communication, ainsi que les charges de gestion courante dédiées au service Velib'.

• **Dépenses d'ordre : 864,30 €**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

• **Virement à la section d'investissement : 16 635,70 €**

Ce virement à la section d'investissement permet de couvrir les dépenses d'investissement prévues essentiellement en acquisition d'équipements informatiques et bureautiques.

Recettes de fonctionnement (46 958 310 €)

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées de la manière suivante :

- **Recettes réelles de fonctionnement 46 958 310 €**

Les recettes des usagers

18 590 310 € soit 39,59 % des recettes réelles

Les recettes usagers ont connu une croissance importante durant l'année 2019, avec le déploiement du service. Depuis l'été le montant perçu par mois est supérieur au million d'euros, et le nombre d'abonnés continue d'augmenter (plus de 250 000 fin octobre contre 155 000 début janvier soit 60 % d'augmentation avant même la fin d'année). L'inscription de recettes pour 2020 tient compte de ces paramètres et s'établit donc à 18,6 millions d'euros, soit 1,55 millions d'euros par mois en moyenne sur l'année.

La Contribution de la Ville de PARIS à l'exploitation et fonctionnement du service

20 200 000 € soit 43,02 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 1010 stations au tarif de 18 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 20 000 € par station au total.

La Contribution des Collectivités hors PARIS à l'exploitation du service

3 960 000 € soit 8,43 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 396 stations au tarif de 8 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 10 000 € par station au total.

La subvention de la Métropole du Grand Paris

4 000 000 € soit 8,52 % des recettes réelles

Cette subvention est arrêtée dans le cadre de la convention financière signée entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et la Métropole du Grand Paris. Elle est découpée en deux volets : 3 900 000 € pour l'exploitation du service et 100 000 € de contribution de fonctionnement, arrêtée forfaitairement sur la base de 200 équivalents stations.

Les prestations complémentaires

200 000 € soit 0,43 % des recettes réelles

Des prestations complémentaires (déplacement, fermeture de station...) réalisées à la demande des collectivités adhérentes à la compétence Velib' sont à prévoir. Elles sont financées par les collectivités demandeuses dans le cadre du marché Velib', sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités. D'autres prestations sont demandées par des tiers (neutralisation) et leur sont refacturées.

**Dépenses d'investissement
(77 500 €)**

○ **Dépenses réelles d'investissement (77 500 €) :**

Les dépenses d'investissement sont essentiellement constituées de cautions pour un montant de 60 000 euros que l'on retrouve dans les recettes d'investissement. Les autres dépenses sont relatives à l'acquisition de nouveaux mobiliers, matériels informatiques et bureautiques.

**Recettes d'investissement
(77 500 €)**

○ **Recettes d'ordre (864,30 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

○ **Virement depuis la section de fonctionnement (16 635,70 €)**

○ **Cautions (60 000€)**

Bilan

La section de fonctionnement est équilibrée.

La section d'investissement est équilibrée.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DÉLIBÉRATION 2019 36 –
Approbation du budget primitif 2020 - Budget annexe**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;
Vu l'instruction budgétaire M14 ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;
Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations ;
Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions ;
Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions ;
Vu la délibération 2017 23 du 10 mars 2017 portant création de la régie autonome Velib' ;
Vu la délibération 2019 30 du 6 novembre 2019 relative au Débat d'Orientations Budgétaires ;

Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2020 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 46 958 310,00 euros
- Recettes : 46 958 310,00 euros

Investissement

- Dépenses : 77 500,00 euros
- Recettes : 77 500,00 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

**DÉLIBÉRATION 2019 37 –
Approbation du Budget primitif 2020 - Budget principal**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le budget primitif prévoit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour l'année 2020. Ce dernier est établi et équilibré sur la base d'un prévisionnel avec reprise des résultats antérieurs et des restes à réaliser.

BUDGET PRINCIPAL (socle commun Autolib')

La fin de la DSP constatée en juin 2018 a entraîné une modification de la forme du budget. Le budget principal était auparavant constitué de flux financiers (redevances d'occupation, subventions d'équipements) qui ne faisaient que transiter par le Syndicat, ces flux n'existent plus, le budget est maintenant équilibré par une contribution des collectivités. Cette forme perdurera, temps que les procédures en lien avec la résiliation se poursuivent et que l'emprunt n'est pas totalement remboursé.

**Dépenses de fonctionnement
(10 890 445,45€)**

○ **Dépenses réelles de fonctionnement (6 236 315,00 €) :**

Remboursement des intérêts de l'emprunt
213 010 € (3,42% des dépenses réelles)

Le Syndicat rembourse chaque année l'emprunt de 18 M€ contracté en 2011, qui a servi à densifier le maillage de stations. Les intérêts pour 2020 s'élèvent à 213 010 €, en baisse de 79 008 € par rapport à 2019 conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif). Le remboursement du capital en annuité fixe, de 1,8 M€ est porté en section d'investissement.

Charges de personnel
1 223 650 € (19,62% des dépenses réelles)

La masse salariale globale du Syndicat (budget principal et budget annexe) représente 1 802 650 € en 2020 contre 1 906 400 € en 2019 soit une baisse 5,44 %.

La répartition de la masse salariale entre les deux budgets a été revue en 2020, l'inscription sur le budget général augmente alors que celle sur le budget annexe diminue. La refacturation entre les deux budgets est, elle aussi, ajustée pour tenir compte de cette nouvelle répartition.

Charges de gestion courante

644 355,00€ (10,33% des dépenses réelles)

Ce poste budgétaire regroupe l'ensemble des autres charges de gestion courante (hors loyer), ces dépenses sont inscrites pour faire face notamment aux différentes procédures dans le cadre de la résiliation de la DSP (frais juridiques, AMO, comité de conciliation, ...).

- Honoraires (370 000 €), stable par rapport à l'exercice 2019.
- Contrats de prestation de service techniques et autres frais divers (142 545,00 €), ce poste est en baisse par rapport à 2019 de l'ordre de : -221 517 € soit : - 61 %, en effet des crédits spécifiques avaient été inscrits en 2019 pour faire face aux dépenses relatives au déménagement du Syndicat dans de nouveaux locaux.
- Indemnités des élus (44 000 €) ;
- Maintenance, rapport d'activité, fonctionnement courant, ...

Loyer

150 300 € (2,41% des dépenses réelles)

Le Syndicat a déménagé dans de nouveaux locaux en 2019, la diminution de la surface et l'emplacement de ces nouveaux locaux ont engendré une économie substantielle du loyer par rapport à 2019 de l'ordre de : - 155 700€ soit une économie réalisée de 50,88%.

Charges exceptionnelles

5 000 € (0,08 % des dépenses réelles)

Ce poste budgétaire est considérablement réduit, en effet en 2019 le Syndicat avait dû faire face au règlement de 1,9 M€ correspondant au report de l'indemnité prévue par le protocole n°1 visant au maintien du service entre le 25 juin et le 31 juillet 2018.

En outre, 262 k€ de crédits ont été utilisés pour couvrir les annulations de titres sur exercices antérieurs.

Dotations provisions

4 000 000 € (64,14 % des dépenses réelles)

En 2019, le syndicat avait mis en place une provision de 20 millions d'euros pour risques, dans le cadre de la résiliation de la DSP, et prévu de la constituer par étalement. Ainsi, 4 millions d'euros ont été votés au budget 2019.

A ce jour, la nécessité d'une provision est maintenue, et après expertise son montant à hauteur de 20 millions d'euros est confirmé.

Il est donc impératif de procéder à la constitution de la deuxième échéance de la provision de 4 millions d'euros visant à couvrir l'indemnité de résiliation que le Syndicat aura à payer dans le futur.

○ **Dépenses d'ordre (3 378 879,31 €) :**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), du matériel et du mobilier acquis par le Syndicat pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

○ **Virement à la section d'investissement (1 275 251,14 €) :**

Une partie de l'excédent potentiel de fonctionnement fait l'objet d'un virement à la section d'investissement pour l'équilibre de cette section.

**Recettes de fonctionnement
(10 890 445,45€)**

○ **Recettes réelles de fonctionnement (8 046 535 €) :**

Contribution des Villes adhérentes

6 572 600 € (81,68% des recettes réelles)

Pour mémoire, la contribution obligatoire des collectivités au fonctionnement du Syndicat pour le socle commun Autolib' telle que prévue à l'article 14 des statuts du Syndicat était fixée en 2019 à 6 000 € décomposée comme suit :

- 2 400€ permettant de couvrir les dépenses de fonctionnement du Syndicat.
- 3 600€ permettant la couverture des provisions.

La construction budgétaire 2020 permet d'envisager une baisse de 100€ sur la contribution relative aux frais de fonctionnement du Syndicat, portant ainsi la contribution 2020 à 2 300€. Soit une contribution 2020 totale par station de 5 900€.

Perception auprès des collectivités des annuités d'emprunt

444 625 € (5,52% des recettes réelles).

Le Syndicat a contracté un emprunt en 2011 permettant ainsi à plusieurs Collectivités d'opter pour l'étalement du financement de leurs stations.

Elles procèdent donc annuellement au remboursement de ces annuités d'emprunt, qui sont en diminution d'année en année conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif).

Mise à disposition de personnel facturé au budget annexe de la Régie Velib' et dépenses réalisées par le Budget Autolib' pour le compte du Budget annexe de la régie Velib' (refacturation)

1 004 000 € (12,47% des recettes réelles)

Le personnel mutualisé, affecté principalement aux tâches administratives, financières juridiques et comptables, le loyer et les autres frais généraux font l'objet d'une refacturation au Budget annexe.

○ **Recettes d'ordre (2 843 910,45 €) :**

Elles correspondent au transfert au compte de résultat des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

Dépenses d'investissement (4 656 910,45 €)

○ **Dépenses réelles d'investissement (1 813 000 €) :**

Les inscriptions budgétaires en dépenses d'investissement intègrent :

1. Le remboursement du capital de l'emprunt d'un montant de : 1 800 000 € soit 99,28% des dépenses réelles.
2. Les acquisitions de nouveaux matériels et mobiliers, logiciels, cautions et d'éventuels travaux : 13 000 € soit 0,72% des dépenses réelles.

○ **Dépenses d'ordre (2 843 910,45 €) :**

Ces dépenses d'ordre sont le pendant des recettes d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

Recettes d'investissement (4 656 910,45 €)

○ **Recettes réelles d'investissement (2 780 €) :**

Les recettes réelles d'investissement sont les recettes de FCTVA.

○ **Recettes d'ordre (3 378 879,31 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), et des amortissements en matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

Virement depuis la section de fonctionnement (1 275 251,14 €)

Bilan

La section de fonctionnement est en équilibre.

La section d'investissement est en équilibre.

La Présidente

**DÉLIBÉRATION 2019 37 –
Approbation du Budget primitif 2020 - Budget principal**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,
Vu l'instruction budgétaire M14,
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole,
Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations,
Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2019 30 du 06 novembre 2019 relative au Débat d'Orientations Budgétaires,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE le budget primitif du budget principal du Syndicat pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2020 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 10 890 445,45 euros
- Recettes : 10 890 445,45 euros

Investissement

- Dépenses : 4 656 910,45 euros
- Recettes : 4 656 910,45 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

Article 3 : DÉCIDE que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2020 relatifs aux frais de personnel du budget annexe feront l'objet d'un remboursement.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

**DÉLIBÉRATION 2019 38 -
Retrait de la commune de BAILLY**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par délibération n° 2016 22 du 13 juillet 2016, le Comité syndical a approuvé l'adhésion de la commune de BAILLY au Syndicat Autolib' Métropole.

Le 9 octobre 2019, par délibération n° 2019/17, le Conseil municipal de la ville de BAILLY a décidé, au vu des évolutions des compétences du Syndicat, sa transformation en un Syndicat Autolib' et Velib' Métropole ainsi que la résiliation de la délégation de service public Autolib', son désengagement du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole. Par courrier du 13 novembre 2019, le Maire a confirmé l'intention de la commune d'un retrait complet du Syndicat.

La décision de retrait d'un membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués.

Depuis l'adhésion de la commune de BAILLY, il convient de signaler qu'aucune étude ni réalisation de stations Autolib' n'ont été engagées par le Syndicat ou par le délégataire et que la commune de BAILLY n'a pas signé de convention de déploiement Autolib'. Cette adhésion a donc été sans effet jusqu'ici.

Au vu de la demande de retrait de la commune de BAILLY, de son absence d'intérêt a priori pour la compétence Velib' n'ayant pas transféré cette compétence au Syndicat, son retrait ne présenterait aucun inconvénient particulier.

Aussi, en cas d'accord de principe sur ce retrait, il n'y aurait pas eu lieu de facturer à la commune la cotisation d'adhésion prévue pour les nouveaux membres, ni d'établir de convention d'indemnisation du Syndicat au titre d'un préjudice particulier subi par ce retrait ; aucune dépense n'ayant été engagée par et depuis son adhésion.

Il convient désormais de confirmer le retrait par une approbation concordante du Comité syndical.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DÉLIBÉRATION 2019 38 -
Retrait de la commune de BAILLY**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;

Vu les statuts du Syndicat ;

Vu la délibération 2016/69 du Conseil municipal de la commune de BAILLY du 28 juin 2016 ;

Vu la délibération 2016 22 du 13 juillet 2016 du Comité syndical approuvant l'adhésion de la commune de BAILLY au Syndicat Autolib' Métropole ;

Vu la délibération 2019/17 du 9 octobre 2019 du Conseil municipal de la commune de BAILLY portant désengagement de la ville du Syndicat ;

Vu la lettre du Maire du 13 novembre 2019 confirmant l'intention de la commune de se retirer du Syndicat ;

Considérant qu'aucun engagement financier n'a été pris par chacune des parties, pour l'étude ou la réalisation de stations, et que la commune de BAILLY n'a pas signé de convention de déploiement, il n'y a pas lieu de facturer à la commune la cotisation d'adhésion prévue pour les nouveaux membres, ni d'établir de convention d'indemnisation du Syndicat au titre d'un préjudice particulier subi par ce retrait ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE le retrait de la commune de BAILLY du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole.

La Présidente

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

**DELIBERATION 2019 39 -
Modification du nombre de membres du bureau et de Vice-présidents**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

EXPOSE DES MOTIFS

Selon l'article 9-5 des statuts, le Comité syndical élit un bureau. L'article 11 des statuts prévoit que le Bureau est composé du/de la président(e), de vice-président(e)s et de membres élus conformément aux dispositions prévues à l'article L. 2122-7 du code général des collectivités territoriales.

Le nombre de membres du Bureau est fixé librement par le Comité syndical.

Par délibération n° 2017 20 du 10 mars 2017, le Comité syndical, en désignant un 9^e vice-président, a porté à 14 le nombre des membres du Bureau.

Par délibération n° 2017 99 du 12 octobre 2017, le Comité syndical, a décidé de ne pas pourvoir le poste vacant au Bureau afin de maintenir à 13 le nombre de membres :

Présidente	Catherine BARATTI-ELBAZ
1 ^{re} Vice-présidente	Christine BRUNEAU
2 ^e Vice-président	Yann WEHRLING
3 ^e Vice-président	Christophe NAJDOVSKI
4 ^e Vice-président	Thierry-Michel ISOARD
5 ^e Vice-président	Jean-Luc MILLARD
6 ^e Vice-président	Patrice PATTÉE
7 ^e Vice-président	Samuel BESNARD
8 ^e Vice-président	Xavier CARON
9 ^e Vice-président	Patrick OLLIER
Membre du bureau	Christophe BERNIER
Membre du bureau	Jean-Paul MORDEFROID
Membre du bureau	Bruno HELIN

Le 3 octobre dernier, par délibération n° 2019-47-03, le Conseil municipal de la ville d'Enghien-les-Bains a désigné un nouveau délégué titulaire au Comité syndical. De ce fait, M. Xavier CARON, élu en qualité de 8^e vice-président et de ce fait membre de droit au Bureau, ne peut plus siéger.

Il vous est proposé de ne pas pourvoir à son remplacement, de fixer à 8 le nombre de vice-présidents et à 12 le nombre des membres du Bureau.

Je vous prie, mes cher·e·s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente,

**DELIBERATION 2019 39 -
Modification du nombre de membres du bureau et de Vice-présidents**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-10 ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;

Vu les statuts du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu la délibération n° 2017 20 du 10 mars 2017, relative à la désignation d'un 9^e vice-président ;

Vu la délibération n° 2017 99 du 12 octobre 2017, fixant à 13 le nombre de membres du Bureau ;

Considérant qu'à la suite de la nouvelle désignation d'un délégué titulaire par la ville d'Enghien-les-Bains, un poste de vice-président et de membre du Bureau sont vacants ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE de ne pas pourvoir le poste ; de fixer à 8 le nombre de vice-présidents et à 12 le nombre de membres du Bureau, la présidente et les 8 vice-président·e·s étant membres de droit :

Présidente	Catherine BARATTI-ELBAZ
1 ^{re} Vice-présidente	Christine BRUNEAU
2 ^e Vice-président	Yann WEHRLING
3 ^e Vice-président	Christophe NAJDOVSKI
4 ^e Vice-président	Thierry-Michel ISOARD
5 ^e Vice-président	Jean-Luc MILLARD
6 ^e Vice-président	Patrice PATTÉE
7 ^e Vice-président	Samuel BESNARD
8 ^e Vice-président	Patrick OLLIER
Membre du bureau	Christophe BERNIER
Membre du bureau	Jean-Paul MORDEFROID
Membre du bureau	Bruno HELIN

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

DÉLIBÉRATION 2019 41 - Modification du tableau des emplois permanents

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Afin de garantir le bon fonctionnement du Syndicat en raison de la réception et du contrôle des stations, il est nécessaire de renforcer la direction des services techniques en créant 1 emploi de technicien relevant de la catégorie B.

Par ailleurs, 4 emplois vacants doivent être supprimés à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les raisons suivantes :

- 1 emploi d'ingénieur en chef hors classe : réintégration du fonctionnaire dans sa collectivité au terme de son détachement ;
- 1 emploi d'ingénieur : réintégration du fonctionnaire dans sa collectivité au terme de son détachement ;
- 1 emploi d'adjoint administratif : agent en disponibilité pour convenances personnelles ;
- 1 emploi de rédacteur principal de 1^{re} classe.

Concernant la suppression de ces 4 postes, le Syndicat a saisi le Comité Technique placé auprès du CIG de la Petite couronne.

Considérant les besoins spécifiques et les compétences requises pour le bon fonctionnement du Syndicat, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, l'emploi créé pourrait être pourvu par un contractuel.

Ancien tableau des emplois

Cadre d'emplois	Catégorie	Nombre
Attaché	A	7
Rédacteur	B	5
Adjoint administratif	C	4
Ingénieur en chef	A	3
Ingénieur	A	4
Adjoint technique Agent de Maîtrise, Adjoint administratif	C	4
Total		27

Nouveau tableau des emplois permanents

Cadre d'emplois	Catégorie	Nombre
Attaché	A	7
Rédacteur	B	4
Adjoint administratif	C	3
Ingénieur en chef	A	2
Ingénieur	A	3
Adjoint technique	C	1
Adjoint technique, Agent de Maîtrise, Adjoint administratif	C	3
Technicien	B	1
Total		24

Je vous prie, mes cher·e·s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente,

DÉLIBÉRATION 2019 41 - Modification du tableau des emplois permanents

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 34 ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile de France, Préfet de Paris, autorisant la création du Syndicat Autolib' Métropole ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;
Vu la délibération 2018 23 du 11 juillet 2018 relative à la modification du tableau des emplois permanents ;
Vu la saisine du Comité technique placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne ;
Considérant qu'il est nécessaire de supprimer les 4 emplois vacants ;
Considérant qu'il est nécessaire de renforcer les effectifs de la direction des services techniques pour le bon fonctionnement du Syndicat ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE, la suppression des 4 emplois suivants à compter du 1^{er} janvier 2020 :

- 1 emploi d'ingénieur en chef hors classe
- 1 emploi d'ingénieur
- 1 emploi d'adjoint administratif
- 1 emploi de rédacteur principal de 1^{re} classe

APPROUVE, la création d'1 emploi de technicien relevant de la catégorie B pour la direction des services techniques.

AUTORISE, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que l'emploi créé pourra être pourvu par un contractuel et dans les conditions fixées aux articles 3-2 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Catégorie	Nombre	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
Attaché	A	7		
Rédacteur	B	4		
Adjoint administratif	C	3		
Ingénieur en chef	A	2		
Ingénieur	A	3		
Technicien	B	1	Diplômes de niveau 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 372 et IB 707
Adjoint technique	C	1		
Adjoint technique ou Agent de Maîtrise ou Adjoint administratif	C	3		
Total des emplois		24		

DIT, qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, le recrutement pourra se faire en application des articles (3-2 et 3-3 2° dès la parution du décret d'application).

DIT, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

**DÉLIBÉRATION 2019 42 –
Recours au Contrat d'apprentissage**

**Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019
EXPOSÉ DES MOTIFS**

Pour les collectivités territoriales, l'apprentissage est un formidable levier qui permet de dynamiser les ressources humaines, transmettre les savoir-faire, créer un vivier de personnels qualifiés et formés aux métiers dont elles ont besoin.

Les diplômes préparés dans le cadre de l'apprentissage sont des diplômes de niveau I à V, de master 2 voir ingénieur à CAP/BEP.

L'apprentissage est pratiquement ouvert à tous les métiers et aux diplômes. Ces diplômes permettent de couvrir une large palette de métiers existants en collectivités territoriales.

Ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants ;

Cette démarche s'inscrit dans la volonté gouvernementale de développer l'apprentissage dans tous les secteurs professionnels, y compris dans la fonction publique.

Ainsi, l'apprentissage offre aux jeunes de 16 à 29 ans au travers d'un travail effectif rémunéré et de l'encadrement d'un maître d'apprentissage, une opportunité pour leur insertion dans la vie active.

La volonté du Syndicat est de s'inscrire dans cette démarche. C'est pourquoi, compte tenu du besoin actuel de renfort à la direction de la communication et marketing il vous est proposé de mettre en œuvre ce dispositif en recrutant un·e jeune préparant un master en communication.

Je vous prie, mes cher·e·s collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DÉLIBÉRATION 2019 42 –
Recours au Contrat d'apprentissage**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
Vu le décret n°2009-596 du 26 mai 2009 relatif à la suppression de la limite d'âge pour les travailleurs handicapés en contrat d'apprentissage ;
Vu le décret n°2011-1924 du 21 décembre 2011 relatif à l'enregistrement des contrats d'apprentissage ;
Vu le décret n°2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
Vu le décret n°2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis ;
Vu le décret n°2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
Vu la saisine du Comité Technique placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne ;
Vu le code du travail articles L 6211-1 et suivants - articles R 6222-1 et suivants, articles D 6222-26 et suivants ;

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

Considérant la volonté du Syndicat de recourir à de tels contrats ;

Considérant le besoin actuel de la direction de la communication et marketing ;

Considérant qu'il revient au Comité syndical de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré :

APPROUVE le recours à l'apprentissage au sein du Syndicat dans les services dont les besoins auront été recensés.

DECIDE de conclure un contrat d'apprentissage conformément au tableau ci-après :

Direction Communication et Marketing	Nombre de poste	Diplôme préparé	Durée de la formation
Service Communication	1	Master 1	1 an

APPROUVE la nomination d'un maître d'apprentissage, dans le (ou les) service(s) concerné(s). Il aura pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti(e) des compétences correspondant à la qualification recherchée ou au titre ou au diplôme préparé par ce dernier. Le maître d'apprentissage disposera pour exercer cette mission du temps nécessaire à l'accompagnement de l'apprenti(e) et aux relations avec le centre de formation.

DIT que selon son âge, le diplôme préparé et la durée de la formation, l'apprenti(e) percevra une rémunération équivalente à un pourcentage du SMIC. L'apprenti sera affilié au régime général de la sécurité sociale et au régime complémentaire IRCANTEC. Les exonérations de charges salariales, lui seront automatiquement appliquées.

AUTORISE la Présidente à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment le/les contrats d'apprentissage ainsi que la/les conventions conclues avec le Centre de Formation d'Apprentis.

DIT, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits au budget, chapitre 012.

La Présidente

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

**DÉLIBÉRATION 2019 40 –
Participation du Syndicat à la protection sociale complémentaire des agents**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par délibération n°2014 008 du 27 février 2014, le Syndicat a adhéré aux conventions de participation santé et prévoyance entre le CIG petite couronne et « Prévadiès-Harmonie Mutualités » et « Intériale/Gras Savoye », et a accordé une participation financière aux agents du Syndicat.

Ces conventions arrivent à leur terme le 31 décembre 2019 et les agents en ont été informés. Ainsi et conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire, les agents du Syndicat qui le souhaitent devront souscrire, à compter du 1^{er} janvier 2020, un contrat dit labellisé en matière de santé et/ou de prévoyance figurant sur une liste officielle, dans les conditions prévues par le décret susvisé pour pouvoir bénéficier de la participation financière du Syndicat.

Il est proposé que la participation financière du Syndicat soit équivalente à celle fixée en 2014 à savoir :

Pour **le risque santé**, le niveau de la participation mensuelle n'excèdera pas le montant de la cotisation due par l'agent en l'absence d'aide et sera fixé comme suit :

- 95% (cat C) soit au maximum 155 euros ;
- 90% (cat B) soit au maximum 147 euros ;
- 85% (cat A) soit au maximum 138,50 euros.

Pour **le risque prévoyance**, le niveau de participation mensuelle sera fixé comme suit pour tous les agents :

- 85 euros au maximum.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DÉLIBÉRATION 2019 40 –
Participation du Syndicat à la protection sociale complémentaire des agents**

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
Vu la circulaire n°RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
Considérant que selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent ;
Considérant que sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé et de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues par le décret susvisé ;
Vu la saisine du Comité technique ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

ACCORDE, une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité aux contrats et règlements labellisés figurant sur une liste officielle auxquels les agents choisissent de souscrire pour **le risque santé** c'est-à-dire les risques d'atteintes à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité. La participation mensuelle n'excèdera pas le montant de la cotisation due par l'agent en l'absence d'aide et sera fixée comme suit :

- 95% (cat C) soit au maximum 155 euros ;
- 90% (cat B) soit au maximum 147 euros ;
- 85% (cat A) soit au maximum 138,50 euros ;

ACCORDE, une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité aux contrats et règlements labellisés figurant sur une liste officielle auxquels les agents choisissent de souscrire pour **le risque prévoyance** c'est-à-dire les risques d'incapacité de travail et, le cas échéant, tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès. La participation mensuelle sera fixée comme suit pour tous les agents :

- 85 euros au maximum ;

DIT, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

